



Cellule d'Analyse de Politiques
Economiques du CIRES



EVALUATION DU CADRE PROGRAMMATIQUE UNIQUE DES NATIONS UNIES (CPU) 2017-2020 EN COTE D'IVOIRE

Rapport final

Mai 2022

Sommaire

<i>Sigles et abréviations.....</i>	<i>3</i>
<i>Liste des tableaux et des annexes</i>	<i>4</i>
<i>Résumé analytique.....</i>	<i>5</i>
1. Introduction	14
1.1. Contexte et objectifs.....	14
1.2. Méthodologie d'évaluation.....	16
2. Analyse des résultats du CPU suivant les effets	18
2.1. Effet 1 : D'ici 2020, les institutions nationales mettent en œuvre des politiques publiques qui renforcent la gouvernance et la cohésion sociale pour réduire les inégalités...	19
2.2. Effet 2 : D'ici 2020, les populations les plus vulnérables bénéficient de façon équitable de services sociaux de base et d'une protection sociale de qualité.	25
2.3. Effet 3 : D'ici 2020, les pouvoirs publics mettent en œuvre des politiques qui garantissent des modes de production et de consommation durables, la création de revenus et la résilience des populations les plus vulnérables au changement climatique.....	29
3. Evaluation du processus de mise en œuvre	36
3.1. Initiatives et programmes conjoints mis en œuvre	36
3.2. Mise en œuvre du PTA des effets du CPU.....	38
3.3. Prise en compte des questions transversales	41
4. Degré d'implication des partenaires	45
4.1. Le Gouvernement de Côte d'Ivoire.....	45
4.2. Les autres partenaires	47
5. Analyse des mécanismes de communication, de coordination et de suivi	48
5.1. Mécanismes et stratégies de communication.....	489
5.2. Actions, résultats de coordination et de suivi du CPU	50
6. Leçons apprises, recommandations et perspectives	54
6.1. Leçons apprises.....	54
6.2. Recommandations	54

Sigles et abréviations

BCR	:	Bureau du Coordonnateur Résident
CCDD	:	Cadre de Coopération pour le Développement Durable
CPU	:	Cadre Programmatique Unique
CSCI	:	Convention de la Société Civile Ivoirienne
INS	:	Institut National de la Statistique
MPD	:	Ministère du Plan et du Développement
OIM	:	Organisation Internationale pour les Migrations
OMS	:	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	:	Organisation Non Gouvernementale
ONUDI	:	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
PND	:	Plan National de Développement 2016-2020
PNUD	:	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTA	:	Plan de Travail Annuel
PTFs	:	Partenaires Techniques et Financiers
RGPH	:	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SNUD	:	Système des Nations Unies pour le Développement
UNESCO	:	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la Science et la Culture
UNFPA	:	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	:	Fonds des Nations unies pour l'enfance
VBG	:	Violence basée sur le Genre

Liste des tableaux et des annexes

Liste des tableaux

Tableau 1 : Perception des répondants sur les programmes conjoints et les PTA	40
Tableau 2 : Perception des répondants sur la prise en compte du genre	42
Tableau 3 : Forces, faiblesses, opportunités et menaces de la collaboration SNUD - Partenaires impliqués	46
Tableau 4 : Perception des répondants sur la coordination et le suivi de la mise en œuvre du CPU	52

Liste des annexes

Annexe 1 : Evaluation du Cadre Programmatique Unique (CPU) 2017-2020 du Système des Nations Unies pour le Développement en Côte d'Ivoire	58
Annexe 2 : Grille d'entretien	60
Annexe 3 : Matrice des résultats suivants les effets	64
Annexe 4 : Structures et institutions enquêtées	75
Annexe 5 : Documents consultés	76

Résumé analytique

1. Pour accompagner l'Etat dans sa vision de développement exprimée dans le Programme National de Développement (PND) 2016-2020, le Système des Nations Unies pour le Développement (SNUD) en Côte d'Ivoire, à travers le Cadre Programmatique Unique (CPU) 2017-2020 a mis l'accent sur trois domaines de coopération prioritaires, que sont : (i) la Gouvernance, (ii) le Développement Humain et (iii) le Développement Durable.

2. Le CPU étant arrivé à échéance en 2020, il est apparu nécessaire de conduire son évaluation finale, telle que prévue dans son cadre de suivi et évaluation. Le présent rapport a ainsi pour objectif d'évaluer le Cadre Programmatique Unique du Système des Nations Unies pour le Développement en Côte d'Ivoire mis en œuvre porte sur la période 2017-2020.

3. Il s'est agi d'évaluer : *(a)* les progrès réalisés pour l'atteinte des résultats attendus, *(b)* les initiatives et programmes conjoints mis en œuvre, *(c)* la mise en œuvre des plans de travail annuel (PTA) des Effets du CPU, *(d)* le niveau de prise en compte des questions transversales (genre, environnement, approche basée sur les droits humains), *(e)* le degré d'implication des partenaires (Gouvernement, PTFS, Société civile, ONGS, Secteur Privé, collectivités locales), *(f)* les mécanismes et stratégies de communication autour du CPU, *(g)* les réalisations de la stratégie de gestion opérationnelle en appui au CPU et *(h)* es mécanismes de coordination, de suivi et de mise en œuvre du CPU (pertinence, forces et faiblesses).

4. La méthodologie adoptée s'est articulée autour de quatre (4) points : *(i)* organisation de séances de travail préparatoire de la mission ; *(ii)* collecte de données ; *(iii)* analyse et exploitation de ces données et *(iv)* élaboration et validation des rapports d'évaluations.

Analyse des résultats des effets

5. De l'avis des institutions rencontrées du Système des Nations Unies pour le Développement (SNUD) et du secteur public ivoirien, les effets du CPU étaient parfaitement alignés sur les actions prioritaires du Gouvernement et donc en phase avec les axes stratégiques et les effets du PND 2016-2020.

6. Les parties prenantes ont, dans la majorité, précisé avoir une parfaite connaissance du CPU, de ses objectifs, de ses stratégies et des différents mécanismes préétablis. Cependant, les différentes activités mises en œuvre dans le cadre du CPU 2017-2020 sont restées insuffisamment connues.

7. Les différents rapports annuels de la mise en œuvre du CPU 2017-2020, font ressortir des taux satisfaisants de réalisation de la majeure partie des produits liés aux trois effets du CPU.

8. Pour l'effet 1, on note par exemple la fonctionnalité effective de 100% des centres d'état civil et des progrès significatifs en matière de déclaration de naissances. Cependant, malgré les actions du SNUD et d'autres partenaires et les évolutions positives constatées, il y a eu une baisse modérée de la corruption, les femmes restent faiblement représentées aux postes de décision comparativement aux hommes.

9. Pour l'effet 2, l'appui du SNUD a contribué à la progression du taux net de scolarisation au primaire et au 1er cycle secondaire, désagrégé par sexe tout au long de la période 2017-2020. La prévalence contraceptive s'est accrue sur la période et il a été observé une réduction du taux de transmission du VIH de la mère à l'enfant.

10. En ce qui concerne l'effet 3, on note une bonne performance pour les résultats portant sur les indicateurs 2, 3, 4, 5, 6, 8,9,10,11 et 12. la plupart des sous-objectifs ont été réalisés en dehors de ceux concernant « le nombre de régions ayant un plan local de réduction des risques de catastrophe » (indicateur 7 du produit 3.3.).

Evaluation du processus de mise en œuvre du CPU

11. La plupart des structures interviewées ont une connaissance de la conceptualisation des programmes conjoints dans le cadre de la mise des activités du CPU. Cependant, le plan de travail annuel (PTA) a pris du retard dans son élaboration.

12. D'une manière précise, trois programmes conjoints avaient été retenus dans la mise en œuvre du CPU. Ceux-ci relevaient du domaine de l'autonomisation des femmes, de la santé maternelle et infantile et, des chaînes des valeurs.

13. Chacun de ces programmes avait été confié à chaque groupe de résultats avec pour leads respectifs le PNUD, l'UNICEF et l'ONUDI afin d'en assurer la synergie des actions de mise en œuvre. En plus de ces programmes, d'autres initiatives conjointes ont été élaborées dans le cadre programmatique unique dans les différents effets. Des activités entrant dans le cadre des programmes conjoints ont aussi été conduites de manière isolée ou solitaire par certaines agences.

14. L'idée des programmes conjoints a été une occasion pour les différentes agences et responsables d'agences d'échanger, de partager des informations et de travailler en synergie afin d'éviter des duplications d'interventions. Ce qui a accru le dynamisme des agences et le processus d'échanges entre celles-ci.

15. La non-réalisation de certains programmes conjoints est liée à la question de leur financement (certaines agences étant mieux dotées et/ou ayant une capacité de mobilisation de ressources plus forte que d'autres).

16. On note également la problématique de la priorisation des activités d'agence au détriment de celles prévues dans le cadre du CPU. Selon les structures rencontrées, plusieurs agences privilégient leurs actions au détriment du CPU. Chaque agence étant autonome financièrement, se consacre davantage au programme propre à elle.

Mise en œuvre du PTA des Effets du CPU

17. Les différents plans annuels élaborés par les agences du SNUD ont découlé du PND et du CPU. Cependant, l'harmonisation d'un plan unique (commun) dans le cadre du CPU n'a pas été systématique. Les agences se sont plus dévolues à l'élaboration de leurs plans stratégiques annuels respectifs qu'au plan de travail annuel commun dans le cadre du CPU.

18. Sur le plan financier, les agences n'ont pu chiffrer leur contribution financière au CPU. Il y a ainsi un manque de précision sur les ressources mobilisées pour les financements des activités inscrites dans le plan de travail commun (par agence, PTFs et Gouvernement).

Prise en compte des questions transversales

19. la question du genre a bien été traitée selon les conditions définies dans les différents Groupes de Résultats¹. Un groupe thématique « Genre » a été mis en place pour assurer la prise en compte systématique de cette question dans les Plans de Travail Annuels (PTA) du Cadre.

20. Les faiblesses dans la prise en compte du genre ont concerné l'absence de volet spécifique au genre ; le manque de synergie ou d'actions conjointes dans les appels d'offre ; l'absence de réalisation de certains projets malgré la disponibilité du financement ; la priorisation des activités d'agence au détriment des programmes conjoints notamment sur le genre ; la faiblesse de la qualité des informations fournies et des rapports d'activités ; et l'absence des indicateurs véritables sur le genre ; et le rendu des livrables hors délais.

¹ Trois (3) Groupes de Résultats ont été mis en place. Chaque groupe de résultat a été établi par rapport à un effet décliné à partir des domaines de coopération prioritaires que sont (i) la Gouvernance, (ii) le Développement Humain et (iii) le Développement Durable. Ils avaient la responsabilité de diriger et guider l'exécution du Programme en recourant à des Plans de travail conjoints (cf. Rapport CPU 2017-2020, p. 1 et p. 71).

21. De l'avis des personnes interrogées, les difficultés observées dans la conduite du CPU relèvent de l'approche même du Cadre Programmatique Unique 2017-2020 qui est vue comme une « aide » apportée au Gouvernement. Dans ce sens, toutes les activités du CPU étaient comprises comme des compléments aux efforts de l'Etat de Côte d'Ivoire et non des actions indépendantes. Une approche en termes de partenariat aurait permis d'obtenir des résultats plus concrets.

22. Les rapports d'activités et les interviews n'ont pas permis de ressortir clairement des éléments qui indiqueraient la prise en compte des questions environnementales ou celles relatives aux droits humains dans la mise en œuvre du CPU. Il apparaît que les droits humains et les questions liées au changement climatique n'ont pas été suffisamment intégrées dans la mise en œuvre du CPU.

Degré d'implication des partenaires

23. Il ressort de l'analyse que tous les partenaires identifiés se sont impliqués à différents niveaux et divers degrés dans la conduite des activités du CPU.

24. Il a été relevé en revanche la faible implication des collectivités locales à la fois dans l'implémentation et la mise en œuvre ; l'absence de contribution financière de l'Etat ; la non prise en compte de la budgétisation en amont de la contrepartie nationale au financement du CPU ; la faiblesse de la traçabilité des ressources consenties par le SNUDD.

25. Selon les acteurs étatiques, différentes raisons sont à l'origine du gap observé entre les ressources attendues de la part du Gouvernement et celles obtenues. On peut citer le mode de gestion du SNUD qui n'est pas en adéquation avec celui adopté en Côte d'Ivoire ; le non-alignement du financement des activités du SNUD sur le cycle budgétaire de l'Etat de Côte d'Ivoire ; les contreparties nationales mobilisées auprès des bailleurs de fonds (BAD, FMI...) qui ne suivent pas le même cycle ; et les ressources qui sont orientées en priorité vers le financement des activités du Programme Social du Gouvernement (PSGouv).

26. Les résultats de mobilisation des ressources auprès des Partenaires Techniques et Financiers (PTFs), du secteur privé et des organisations de la Société civile, restent en deçà des attentes. On note particulièrement des difficultés de mobilisation des ressources auprès du secteur privé.

Analyse des mécanismes de communication, de coordination et de suivi

27. Sous le leadership du Coordonnateur résident, l'Equipe-pays des Nations Unies a été au cœur de la coordination et du suivi en assurant la responsabilité collective de la mise en œuvre des activités du CPU 2017-2020.

28. Sous l'impulsion de l'Equipe-pays, six (06) Groupes de Résultats/thématiques ont été mis en place. Ces Groupes de Résultats (GR) ont eu la responsabilité de planifier, assurer la mise en œuvre et le suivi des interventions selon les produits et effets du CPU. Ils ont conduit des évaluations des besoins par secteur et identifié les capacités nécessaires à l'exécution du Plan de travail conjoint et du Plan de Suivi et Évaluation du Programme unique.

29. Les cadres de coordination et les groupes thématiques de Partenaires tels que le groupe des Chefs de Coopération, le Groupe Gouvernance des PTFs, mis en place pour assurer une cohérence dans les interventions et discuter sur des thématiques d'intérêt national, ont permis d'assurer la mise en œuvre des activités dans un cadre partenarial et de dialogue qui a aidé à éviter les duplications et favoriser la cohérence d'ensemble.

30. L'efficacité du cadre de coordination a été réduite par les insuffisances de fonctionnement du comité de pilotage, l'absence de suivi global et de suivi financier des activités, la faible communication entre le comité programme et les chefs d'agence; l'insuffisance de réunions entre les coalitions, la faiblesse du système de statistique au niveau du pays qui a limité la clarté du reporting.

Il est apparu également la faible précision des détails de la mise en œuvre des résultats stratégiques, l'absence de plan opérationnel présentant de façon détaillée les actions et les cibles annuelles planifiées pour chacune des agences par rapport aux différents produits du CPU, le déficit d'engagement et de redevabilité des Chefs d'agence par rapport au fonctionnement des Groupes de Résultats, le déficit de capacités techniques de certains points focaux par rapport au mandat du Groupe de Résultat.

Leçons apprises à partir de la mise en œuvre du CPU

31. la mise en place de véritables mécanismes de coordination des interventions programmatiques à travers des approches harmonisées et synergiques avec l'ensemble des parties prenantes, est nécessaire pour plus d'efficacité du cadre commun ;

32. l'approche synergique de mise en œuvre, de suivi et évaluation des interventions est nécessaire pour assurer une appropriation durable des acquis des programmes et projets par les acteurs Gouvernementaux notamment, les services centraux et les structures déconcentrés ainsi qu'une prise en compte de leurs effets induits ;

33. l'amélioration du système de collecte des données fiables facilite la prise de décision rapide par les autorités publiques et l'appui des partenaires au développement ;

34. le suivi rapproché auprès des partenaires de mise en œuvre permet une meilleure atteinte des résultats dans les temps impartis ;

35. les synergies construites avec l'ensemble des partenaires pour créer des conditions favorables à la réalisation du CPU et du plan de riposte face à la Covid-19 sont à encourager.

Principales recommandations

36. Les différentes analyses ont fait ressortir l'importance de mettre l'accent sur :

- le renforcement des capacités des staffs techniques des agences pour une appropriation des questions transversales et leur intégration depuis la planification, la mise en œuvre et le rapportage ;
- le plaidoyer auprès du Gouvernement et du secteur privé pour l'accroissement des financements domestiques affectés à la Santé et au VIH/SIDA ;
- le renforcement du plaidoyer auprès du Gouvernement pour plus de participation dans la planification, la mise en œuvre des activités ainsi que leurs suivis ;
- l'exploration et /ou renforcement des opportunités de collaboration avec le secteur privé ;
- les synergies d'actions entre les agences.

37. Pour une meilleure communication, il est nécessaire de :

- ✓ développer des outils collaboratifs virtuels dans le cadre du travail ;
- ✓ développer un mécanisme de redevabilité à inclure dans le rapport de mise en œuvre ;
- ✓ donner l'opportunité d'avoir des communications en ligne ;
- ✓ simplifier la plateforme UNinfo et la rendre plus accessible ;
- ✓ partager les informations entre les différents partenaires (sous forme de newsletter ou de policy brief) ;
- ✓ partager davantage d'informations pour une meilleure connaissance des actions du SNUD dans son accompagnement à l'Etat de Côte d'Ivoire ;
- ✓ renforcer le système de communication ;
- ✓ Inviter d'autres Ministères, le secteur privé et la Société civile lors des ateliers de mise à jour ;
- ✓ améliorer la communication sur les appuis des agences ;

- ✓ renforcer la collaboration et la communication avec les partenaires du Gouvernement pour une mise en œuvre optimale du Programme de Travail Annuel (PTA) ;
- ✓ améliorer la communication inter et intra agences, entre le programme et les opérations, ainsi que leur mutualisation.

38. Pour une meilleure coordination du cadre commun, il va falloir :

- entreprendre des actions par le Bureau du Coordonnateur Résident (BCR) pour assurer le respect des domaines d'intervention des agences du SNUD ;
- accorder plus d'intérêts aux programmes conjoints ;
- disposer d'un cadre de suivi au niveau de Ministères bénéficiaires ;
- transmettre les données au cadre global pour diffusion ;
- faire une analyse profonde et approfondie des besoins ;
- créer d'autres coalitions ;
- prendre en compte le secteur privé ;
- disposer d'une stratégie de mise en œuvre plus dynamique ;
- renforcer le groupe programme ;
- développer davantage d'initiatives conjointes pour plus de synergie d'actions entre agences et entre Groupes de Résultats (GR) ;
- renforcer la coordination et l'optimisation du fonctionnement des groupes effets en améliorant le niveau de participation des points focaux ;
- renforcer l'engagement inter-agences et la valorisation des contributions des points.

1. Introduction

1.1. Contexte et objectifs

Le Cadre Programmatique Unique (CPU) du Système des Nations Unies pour le Développement (SNUD), mis en œuvre en Côte d'Ivoire, sur la période 2017-2020, a été élaboré en s'appuyant sur le Plan National de Développement (PND) 2016-2020. Il a eu pour objectif central de conduire la Côte d'Ivoire à l'émergence à travers une croissance rapide et soutenue sur la période, afin d'atteindre un revenu intermédiaire élevé, une qualité de vie améliorée profitable à l'ensemble de sa population, des transformations structurelles de grande ampleur et d'assurer une bonne insertion de son économie dans les chaînes de valeur régionales et mondiales.

Le PND 2016-2020 s'est articulé autour de cinq axes stratégiques que sont : le renforcement de la qualité des institutions et de la gouvernance , l'accélération du développement du capital humain et du bien-être social , l'accélération de la transformation structurelle de l'économie par l'industrialisation , le développement des infrastructures harmonieusement réparties sur le territoire national et la préservation de l'environnement, le renforcement de l'intégration régionale et de la coopération internationale.

Aussi, pour accompagner l'Etat dans sa vision de développement, le Système des Nations Unies pour le Développement a-t-il mis l'accent sur trois domaines de coopération prioritaires, à travers le CPU. Ce sont : (i) la Gouvernance, (ii) le Développement Humain et (iii) le Développement Durable.

Le CPU étant arrivé à échéance en 2020, il est apparu nécessaire de conduire son évaluation finale, telle que prévue dans son cadre de suivi et évaluation. Cette évaluation finale qui est un processus indépendant porte sur tous les niveaux de résultats (effets et produits du CPU), sur la qualité et la cohérence du travail conjoint entre les agences du SNUD ainsi que sur le partenariat entre le SNUD et les autres parties prenantes.

Elle concerne les réalisations physiques et financières en mettant l'accent sur l'impact des actions mises en œuvre, sur la réduction de la pauvreté et des inégalités. L'évaluation permet ainsi de disposer des informations permettant d'assurer une mise en œuvre plus efficiente du nouveau cycle de coopération : le Cadre de Coopération pour le Développement Durable (CCDD) 2021-2025. Il s'agit de tirer les leçons pour assurer non seulement un meilleur positionnement du SNUDD en Côte d'Ivoire, mais aussi l'efficacité et l'efficience des interventions pour les prochaines années. L'évaluation finale a permis également de mettre en exergue les difficultés, les faiblesses et les contraintes durant les 4 ans de mise en œuvre et de faire des recommandations qui guideront la mise en œuvre du CCDD 2021-2025.

L'objectif général de cette étude est donc d'évaluer les réalisations et contraintes du CPU 2017-2020 et d'apprécier l'efficacité et l'efficience des mécanismes de coordination mis en place. De manière spécifique, il s'agit d'évaluer :

- les progrès réalisés pour l'atteinte des résultats attendus tels qu'énoncés dans la matrice de résultats du CPU (réalisations et difficultés, ressources utilisées, le gap de financement, etc.) ;
- les initiatives et programmes conjoints mis en œuvre (conformité aux directives du siège, résultats obtenus, contraintes et difficultés) ;
- la mise en œuvre des Plans de Travail Annuel des Effets du CPU ;
- le niveau de prise en compte des questions transversales telles que le genre, l'environnement, l'approche basée sur les droits humains dans la mise en œuvre des activités du CPU ;
- le degré d'implication des partenaires (Gouvernement, PTFs, Société civile, ONGs, Secteur Privé, collectivités locales) dans la mise en œuvre des activités du CPU ;
- les mécanismes et stratégies de communication autour du CPU (actions réalisées, difficultés et contraintes) ;
- les réalisations de la stratégie de gestion opérationnelle en appui au CPU ;
- les mécanismes de coordination, de suivi et de mise en œuvre du CPU (pertinence, forces et faiblesses).

1.2. Méthodologie d'évaluation

Afin d'atteindre les objectifs fixés, la méthodologie adoptée s'est articulée autour de quatre (4) points : (i) organisation de séances de travail préparatoire de la mission ; (ii) collecte de données ; (iii) analyse et exploitation de ces données et (iv) élaboration et validation des rapports d'évaluations.

Les séances préparatoires ont consisté, d'une part, au montage et à la soumission de la note méthodologique et d'autre part, à l'organisation de rencontres avec l'équipe du SNUD pour l'harmonisation des points de vue sur la méthodologie et le plan de travail, à la validation de la liste des documents à avoir et aux échanges sur les dispositions pratiques de la mission.

Les données ont été collectées selon trois (3) approches : revue documentaire, entretiens individuels et collecte de données secondaires.

(a) *La revue documentaire* a consisté en une consultation des documents relatifs au CPU, à sa conception, à sa mise en œuvre et aux résultats obtenus. On peut citer entre autres : le document descriptif de projet, les conventions de financement avec les partenaires de mise en œuvre, les rapports de revues annuelles du CPU, les rapports de revues des programmes des agences, les rapports de revues du PND, les rapports tirés de UNinfo, les plans d'action et rapports d'activité, les rapports financiers, les précédents rapports de suivi, supervision et d'évaluation, etc. Ces informations ont été, pour la plupart, obtenues auprès de l'équipe projet du SNUD et des partenaires de mise en œuvre. Une grille d'analyse des documents a été conçue pour collecter et synthétiser les informations obtenues pour l'analyse selon les objectifs de l'évaluation (cf. *Annexe 1*). Cette revue documentaire a permis de finaliser le guide d'entretien utilisé dans la phase suivante de collecte de données.

(b) *Pour les entretiens*, nous avons eu recours au guide d'entretien (cf. *Annexe 2*), des entretiens individuels avec des personnes issues des structures clés impliquées dans l'exécution et le suivi du projet.

Les personnes interrogées étaient, pour la plupart, le Chef de projet, les responsables des parties prenantes au projet (SNUD, PTFs, Responsables Agences, Gouvernement, Responsables de Société civile, Responsables secteur privé), les représentants des partenaires techniques et financiers ayant apporté une contribution au projet. Le choix de ces interlocuteurs s'est fait de manière raisonnée avec l'équipe projet. Ces entretiens ont permis de disposer d'informations supplémentaires pour enrichir les analyses en vue de faire ressortir les attentes de l'évaluation.

(c) La phase de *collecte de données* secondaires (sur internet, dans les rapports d'activités et dans les documents officiels) a été utile pour en sortir les statistiques en lien avec les critères d'évaluation.

L'analyse des données a été réalisée à partir de la construction de ratios, de calculs d'indicateurs, de graphiques et tableaux de l'analyse descriptive. L'exploitation des données des différents entretiens se présente sous forme d'analyse de contenu individuel et de groupe selon la méthode suivante : extraction pour chaque thème des informations clés telles qu'exprimées par les parties prenantes , la hiérarchisation de ces informations en fonction de leur fréquence d'apparition dans chaque type d'entretien et dans l'ensemble , la comparaison entre les sources d'information de façon à dégager les divergences et les convergences et l'illustration des enseignements et messages clés qui reflètent le plus possible la perception exprimée par les structures impliquées dans la mise en place, le fonctionnement et la performance du projet.

En outre, les données ont été exploitées de manière à faire ressortir les éléments adéquats permettant de se prononcer sur les critères de l'évaluation en conformité avec la matrice d'évaluation élaborée et validée par le commanditaire. La triangulation des données a été mise en exergue durant l'analyse de sorte à assurer la qualité de l'information et à compléter les diverses informations obtenues entre elles. Cette analyse tient compte de la cohérence des informations obtenues à partir des différentes sources et de la conformité de celles-ci avec les données quantitatives et qualitatives.

L'élaboration du rapport a respecté les étapes suivantes : (i) élaboration et soumission du protocole et des outils de collecte ; (ii) élaboration et soumission du rapport provisoire à l'équipe-pays du SNUDD et les parties prenantes; (iii) la revue critique du rapport par le SNUDD et les parties prenantes ; (iv) l'intégration des recommandations, la prise en compte des commentaires et la transmission du rapport final d'évaluation.

2. Analyse des résultats du CPU suivant les effets

Cette section traite de l'analyse des trois (3) effets du CPU à travers la réalisation des différents produits. Cette analyse fait ressortir d'abord les progrès réalisés année après année vers l'atteinte des résultats du CPU. Ensuite, elle met en exergue les difficultés qui ont freiné ou ralenti l'atteinte des résultats sur la période. Ce qui permet finalement de dégager les cibles et priorités pour le nouveau CCDD 2021-2025.

De l'avis des institutions rencontrées du SNUDD et du secteur public ivoirien (*cf. Annexe 4*), les effets du CPU s'alignent parfaitement sur les actions prioritaires du Gouvernement et sont donc en phase avec les axes stratégiques et les effets du PND 2016-2020. Ces institutions ont dans la majorité également précisé avoir une parfaite connaissance du CPU, de ses objectifs, de ses stratégies et des différents mécanismes préétablis. Cependant, les différentes activités mises en œuvre dans le cadre du CPU 2017-2020 sont restées insuffisamment connues. Par ailleurs, certains acteurs ont décrié le nombre assez important d'indicateurs à renseigner rendant ainsi difficile l'activité de suivi.

Les indicateurs de mesure des progrès réalisés dans l'atteinte des résultats pour chaque effet du CPU et les différents produits qui en découlent sont présentés au niveau de l'annexe 3.

2.1. Effet 1 : D'ici 2020, les institutions nationales mettent en œuvre des politiques publiques qui renforcent la gouvernance et la cohésion sociale pour réduire les inégalités

L'appui du SNUDD en matière de renforcement de la gouvernance et de la cohésion sociale tel que décliné dans l'effet 1 du CPU, sous la coordination du PNUD, a concerné quatre (4) produits. Ce sont : (i) Les institutions publiques nationales et locales disposent de capacités techniques pour la coordination, la planification, la programmation, la budgétisation et le suivi et évaluation des politiques et programmes y compris les politiques sensibles au genre ; (ii) Les institutions publiques disposent de compétences techniques pour garantir l'accès à la justice, à l'état civil et la sécurité des populations en particulier les femmes et les groupes vulnérables ; (iii) Les collectivités territoriales et institutions locales disposent de compétences techniques pour la prévention, la gestion pacifique et la résolution des conflits ; et, (iv) le Parlement, les organisations de la Société civile et les médias disposent de compétences techniques pour assurer la redevabilité des pouvoirs publics et la participation citoyenne..

L'évaluation des politiques et institutions des pays africains (CPIA) couvrant la période de janvier à décembre 2020, indique que la Côte d'Ivoire a obtenu un indice de 3,6 sur 6. Une légère avancée est constatée comparativement à 2019, et sur la période en général. Cette évolution indique que la qualité des structures politiques et institutionnelles nationales, ainsi que leur capacité à soutenir une croissance durable et à réduire la pauvreté se sont améliorées au fil des années sur la période. Plus spécifiquement, l'augmentation de la note globale de la CPIA en 2020 s'explique par l'amélioration du cadre réglementaire en matière de gestion de l'environnement des affaires. Selon l'Indice de perception de la corruption (IPC) de Transparency International, la Côte d'Ivoire a légèrement amélioré sa performance en 2020, occupant la 104^e place avec un score de 36. La corruption a ainsi modérément baissé sur la période.

Par ailleurs, la proportion de femmes d'au moins 30% dans les instances de décision (Gouvernement, Parlement), tel qu'exigé par décret N° 2020-941 du 25 Novembre 2020 du Président de la République Côte d'Ivoire, concernant les scrutins uninominaux, exigeant au minimum 30% de femmes, s'est appréciée au regard du nombre total de femmes présentées par chaque parti ou groupement politique lors d'une consultation électorale, en rapport avec le nombre total de localités comportant aux moins un siège à pourvoir. En 2019, le pourcentage de femmes à l'Assemblée nationale était de 14,17% (soit 36 femmes contre 218 hommes). En 2020, il est noté que les femmes sont faiblement représentées aux postes de décision comparativement aux hommes. De plus, sur un total de 99 sénateurs, on dénombre 19 sénatrices et 16 femmes maires sur les 201 maries que comptaient le pays.

En outre, Concernant la proportion de naissances et de décès déclarés à l'état civil, le SNUDD a contribué à la fonctionnalité des nouveaux mécanismes d'enregistrement des naissances dans plus de 62% des maternités de la Côte d'Ivoire. Cela a permis en 2018, d'assurer la fonctionnalité effective de 100% des centres d'état civil. Des progrès significatifs ont également été enregistrés grâce notamment à l'adoption et à la promulgation de la Loi n°2018-862 du 19 novembre 2018 relative à l'état civil et la Loi n°2018-863 du 19 novembre 2018. En 2019, l'appui a permis d'améliorer le niveau d'enregistrement des naissances dans les délais, faisant ainsi passer de 54% à près de 60% le pourcentage de déclaration des naissances dans les délais.

Produit 1.1. : Les institutions publiques nationales et locales disposent de capacités techniques pour la coordination, la planification, la programmation, la budgétisation et le suivi et évaluation des politiques et programmes y compris les politiques sensibles au genre.

Pour ce produit, les résultats restent partiellement atteints sur la période 2017-2020. Les taux de réalisation en 2019 s'établissent respectivement à 20% et à 14%, pour les indicateurs portant sur le nombre d'enquêtes nationales réalisées et le nombre de revue de documents de politiques publiques réalisées avec l'appui technique du SNUD.

En 2018, le taux de réalisation concernant l'appui technique du SNUDD pour la conduite d'enquêtes nationales était de 45% avec 5 enquêtes réalisées sur 10 ciblées. En 2019, seulement 2 enquêtes ont été réalisées sur les 15 prévues. Malgré la baisse du nombre d'enquêtes réalisées, le SNUDD a apporté en 2020, une assistance technique au Ministère du Plan et du Développement (MPD) à travers l'Institut National de la Statistique/Bureau Technique Permanent du Recensement, dans le cadre du 5^{ème} Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de la Côte d'Ivoire. L'appui a notamment contribué à disponibiliser la base de sondage nationale sociodémographique géoréférencée. Par ailleurs, dans le contexte de la pandémie du COVID-19, le SNUDD a appuyé une étude sur l'impact socio-économique du COVID-19, réalisée en collaboration avec le Gouvernement ivoirien à travers l'Institut National de la Statistique (INS). Cette étude a permis de mesurer l'impact socio-économique du COVID-19 sur les conditions de vie des ménages en Côte d'Ivoire, et a révélé que le revenu moyen annuel des chefs de ménages a en moyenne baissé de 47,2%.

En 2018 et au titre de l'appui technique du SNUDD pour la revue de documents de politiques publiques, des assistances et orientations ont été fournis pour la conduite de revues de quatre (4) documents stratégiques sectoriels. En 2019, le taux de réalisation était de 14% pour cette cible. En 2020, l'appui du SNUDD a porté sur la revue de la stratégie nationale de réconciliation et de cohésion sociale pour la période 2016-2020.

Par ailleurs, la cible concernant l'appui pour la mise en œuvre d'un plan régional de développement pour les régions n'a pu être atteinte sur toute la période concernée. Depuis 2017, cet indicateur n'a pas pu être renseigné.

Produit 1.2. : Les institutions publiques disposent de compétences techniques pour garantir l'accès à la justice, à l'état civil et la sécurité des populations en particulier les femmes et les groupes vulnérables.

A ce niveau, les résultats sont en général satisfaisants puisque les cibles ont pu être atteintes sur la période 2017-2020. On note un taux de réalisation de 100% au titre du fonctionnement des centres d'état civil de la zone d'intervention en 2020.

Concernant le renforcement des capacités techniques et matérielles des structures en charge de l'assistance juridique et judiciaire, ce sont 102.354 personnes en particulier des femmes et des mineurs, qui ont bénéficié d'une assistance judiciaire et/ou juridique, de 2017 à 2020. Entre 2018 et 2019, les taux de réalisation dépassaient les 100%. En 2020, 979 personnes dont 218 femmes (soit 22,26%), ont eu accès à une aide juridique et une assistance judiciaire. En outre, le SNUDD a œuvré au renforcement des synergies entre les professionnels de la justice et les professionnels de la protection de l'enfance, notamment les services sociaux, les acteurs de l'éducation et les leaders communautaires. Des synergies ont été établies et renforcées entre les différents services impliqués dans les systèmes pénitentiaire et judiciaire, c'est-à-dire les directeurs de prison, les services de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse, les juges pour enfants et les ONG locales.

Au titre du renforcement des capacités techniques et matérielles des centres d'état civil, le taux de réalisation est de 100%. Les centres d'état civil de la zone d'intervention ciblés ont tous pu être fonctionnels de 2017 à 2020. Sur cette période, les capacités des centres d'état civil ont été améliorées de manière croissante et ont en grande majorité été fonctionnels. En 2020, le SNUDD a fourni un soutien à l'extension des nouveaux mécanismes d'enregistrement des naissances dans les délais par le personnel de santé. Dans le but d'améliorer l'acceptation et l'adhésion du public aux nouvelles procédures, un programme complet de formation et de renforcement des capacités d'officiers et personnels d'état civil, de magistrats, d'agents de vaccination et sage-femmes a été réalisé.

Pour ce qui concerne l'amélioration du niveau de confiance des populations ivoiriennes aux forces de sécurité, le SNUDD a notamment contribué au renforcement de la cohésion sociale et du dialogue socio sécuritaire sur la période

couverte par le CPU. En 2019, le SNUDD a contribué à la signature d'un arrêté portant création et institutionnalisation des Comités Départementaux de Sécurité (CDS), des Cellules Civilo-Militaires (CCM) et des organes opérationnels des CDS.

En 2020, la contribution au renforcement de la cohésion sociale a porté sur la mise en place de nouveaux cadres d'échanges permanents qui contribuent efficacement à la prévention et à la résolution pacifique de conflits communautaires.

Produit 1.3. : Les collectivités territoriales et institutions locales disposent de compétences techniques pour la prévention, la gestion pacifique et la résolution des conflits.

L'appui du SNUDD aux collectivités territoriales et institutions locales pour la prévention, la gestion pacifique et la résolution des conflits a été en général réalisé pour les cibles sur la période 2018-2020. Pour ce produit, trois indicateurs permettent de mesurer les résultats atteints.

Sur le recensement du nombre de nouveaux conflits communautaires dans les zones cibles, les objectifs ont été atteints à plus de 100% en 2019. Pour 2020, le taux de réalisation se situe à 50%. Celui portant sur la résolution pacifique des conflits par les mécanismes locaux/traditionnels avec la participation des hommes et des femmes est notable avec un taux de réalisation de 36%. En outre, l'appui pour la participation des femmes dans les instances de gestion et de prévention des conflits communautaires s'est accru en général et a doublé de 2018 à 2020, passant de 15% de réalisation à 30% de réalisation.

Le SNUDD a, conformément à son mandat, apporté son soutien au renforcement des capacités nationales pour la prévention, la gestion des conflits et la réconciliation nationale. En 2019, l'appui a entre autres permis l'intégration des modules liés au genre, à la consolidation de la paix, à la cohésion sociale et à la culture de la paix dans les curricula révisés de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA).

En 2018, des changements résultant de l'appui apporté par le SNUD dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'Appui à la Consolidation de la Paix (PACoP) ont été enregistrés dans le cadre de la prévention, la gestion pacifique et la résolution des conflits.

Ils se sont traduits par (i) la réduction des nouveaux conflits communautaires ; (ii) l'amélioration de la gestion pacifique des conflits par les mécanismes locaux/traditionnels avec la participation des hommes et des femmes ; et, (iii) une meilleure participation des femmes dans la gestion des conflits. En 2020, le soutien du SNUDD aux mécanismes locaux de prévention et de gestion pacifiques des conflits s'est accru. Il a permis d'améliorer et de renforcer la cohésion au sein des communautés.

Produit 1.4. : Le Parlement, les organisations de la Société civile et les médias disposent de compétences techniques pour assurer la redevabilité des pouvoirs publics et la participation citoyenne.

Le SNUDD a contribué au renforcement des compétences techniques de ces acteurs pour assurer la redevabilité des pouvoirs publics et la participation citoyenne de 2017 à 2020.

En 2018, Il y a contribué notamment par le renforcement des capacités des Parlementaires et des organisations de la Société civile pour l'efficacité du contrôle citoyen de l'action publique et l'amélioration de l'effectif des candidatures féminines aux élections communale et régionale en 2018. En 2019, le SNUDD dans la dynamique d'assainissement du secteur des médias pour un développement durable a soutenu la réalisation d'une étude diagnostic du secteur des médias en Côte d'Ivoire qui a permis de faire le point des pratiques en matière de professionnalisation. En outre, il a appuyé les sessions de renforcement des capacités organisées à l'attention des femmes Parlementaires sur les enjeux et pour une meilleure compréhension du projet de loi.

2.2. Effet 2 : D'ici 2020, les populations les plus vulnérables bénéficient de façon équitable de services sociaux de base et d'une protection sociale de qualité.

Les résultats présentés dans cette section, portent sur l'évaluation de la réalisation des cinq (5) produits de l'effet 2 dont l'UNICEF en assurait la synergie des actions.

Ce sont : (i) les populations, en particulier les femmes et les jeunes, ont accès à des services de prévention et de protection contre la violence et de protection sociale ; (ii) les femmes, les enfants, les adolescents et les jeunes ont accès aux services de santé de qualité à tous les niveaux, y compris au niveau communautaire ; (iii) les femmes, les enfants et les adolescents dans les zones les plus vulnérables ont un accès équitable aux services de prévention de la malnutrition dans les formations sanitaires et au niveau communautaire ; (iv) les filles et les garçons âgés de six à seize ans ont un accès équitable à un enseignement de qualité jusqu'à la fin du premier cycle de l'enseignement secondaire général et technique ; (v) les femmes, les enfants, les adolescents et les jeunes particulièrement ceux vivant en milieu rural ont accès à l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène.

Sur les indicateurs d'effet, l'appui du SNUDD a contribué à la progression du taux net de scolarisation du primaire et du 1^{er} cycle secondaire désagrégé par sexe tout au long de la période 2017-2020. En 2020, ce taux était de 91,8% pour le primaire et 54% pour le 1^{er} cycle du secondaire.

En outre, cette assistance a favorisé la croissance, sur la période 2017-2018 du taux de prévalence contraceptive, qui s'est stabilisé à 36% de 2018 à 2020. De plus, l'objectif de réduction du taux de transmission du VIH de la mère à l'enfant à moins de 5% a été atteint en 2017 avec un taux de 2,90%.

Produit 2.1. : Les populations en particulier les femmes et les jeunes ont accès à des services de prévention et de protection contre la violence et de protection sociale

Les résultats de l'appui du SNUDD en matière de prévention et protection contre les violences sont satisfaisants entre 2017 et 2020. Concernant l'assistance du SNUDD

apportée aux enfants et aux femmes victimes de violences physiques, le taux de réalisation en 2020 est de 128% pour un effectif de 4473 victimes (enfants et femmes) atteints.

De 2017 à 2020, l'assistance du SNUDD, chaque année, s'est accrue pour apporter une assistance appropriée aux victimes de violences physiques.

En effet, En 2018, La contribution du SNUDD a consisté en la mise en œuvre du plan national de lutte contre le travail des enfants, adopté la même année par le Comité interministériel de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants et le Comité national de surveillance de la traite, de l'exploitation et du travail des enfants. En 2019, le SNUDD a appuyé la finalisation de la première étude nationale sur la violence contre les enfants. Il a soutenu la finalisation et le lancement du nouveau plan d'action national de lutte contre le travail des enfants et le développement d'un partenariat public-privé transformateur avec le secteur du cacao la même année.

En 2019, l'appui pour la prise en charge de victimes de viols par sexe sur le plan médical dans les 72h, a atteint 109% de réalisation. En 2020, l'action a pu être réalisée avec un taux de 67%. Cette baisse pourrait se comprendre par l'avènement de la pandémie à corona virus. L'accompagnement du SNUDD a ainsi permis à environ 1669 victimes de viol par sexe d'être prises en charge assez rapidement sur le plan médical sur la période.

Au niveau de l'appui aux personnes vulnérables bénéficiaires des filets sociaux, le pourcentage désagréé par sexe (du chef de ménages) et par âge des ménages était de 84% en 2019 et de 12% en 2020. Malgré cette baisse, le soutien du SNUDD a été marqué de 2017 à 2020, par le renforcement des capacités d'interventions de structures d'actions sociales en matière de prévention et de réponse aux violences faites aux femmes et aux enfants. Le pourcentage de réalisation a évolué de 11% en 2017 à 55% en 2019. En 2020, les actions menées par le SNUDD ont permis à 101 036 personnes, dont 56% de femmes, d'être sensibilisées sur les Violences Basées sur le Genre (VBG) et à 5181 cas de VBG de diverses natures d'être correctement pris en charge.

Produit 2.2. : *Les femmes, les enfants, les adolescents et les jeunes ont accès aux services de santé de qualité à tous les niveaux y compris au niveau communautaire.*

En matière d'accès aux services de santé de qualité, la contribution du SNUDD a porté sur l'offre de méthodes modernes de contraception par les établissements sanitaires sur la période de 2018 à 2019.

Au regard de cet indicateur, la proportion de cette offre pour au moins 3 méthodes modernes de contraception dans les établissements sanitaires a atteint 90% en 2019. La proportion d'enfants de 0-11 mois qui ont reçu la 3^{ème} dose de vaccin pentavalent en vaccination de routine affichait 98% en 2018. Cette proportion a légèrement baissé en 2020 pour atteindre son plus bas niveau de 90% sur la période concernée. L'appui du SNUDD à l'amélioration de la santé de la mère et de l'enfant a contribué à la réduction de la morbidité et la mortalité maternelle néonatale et infantile.

En 2019, il a par ailleurs contribué au renforcement des capacités des institutions et du système de santé et ces actions ont entre autres atteints 63 établissements sanitaires renforcés pour l'offre des Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence (SONU) et 235 maternités (dont 73 établissements communautaires et 162 établissements de base) issues des 33 régions sanitaires.

De 2017 à 2020, l'appui a contribué à la réduction du nombre et au pourcentage des femmes enceintes séropositives désagrégé par âge qui reçoivent des antirétroviraux pour réduire la transmission du VIH de la mère à l'enfant. En effet, en 2017, 30% des enfants admissibles (0-15 ans) recevaient un traitement antirétroviral. En 2019, l'appui du SNUD a permis entre autres, l'engagement du chef de l'État à accroître le budget de la réponse au VIH/Sida de 5 milliards de FCFA et l'élaboration du Plan de transition du financement de la riposte au VIH/Sida, à la suite du 1er Dialogue National sur le financement de la santé.

Produit 2.3. : *Les femmes, les enfants et les adolescents dans les zones les plus vulnérables ont un accès équitable aux services de prévention de la malnutrition dans les formations sanitaires et au niveau communautaire.*

En ce qui concerne la nutrition, au regard de la cible annuelle de l'indicateur portant sur les formations sanitaires offrant les interventions essentielles de nutrition, la proportion de cet indicateur a évolué sur la période concernée allant de 70% en 2017 à 93% en 2020.

En 2017, 78% d'enfants victimes de malnutrition aigüe sévère ont bénéficié d'une prise en charge adéquate dans les districts ciblés et 84% des formations sanitaires offraient des interventions essentielles de nutrition. En 2018, la proportion d'enfants malnutris pris en charge de façon adéquate/guérissables a atteint 99%. En 2019, l'appui du SNUDD au Gouvernement a permis de réduire la proportion d'enfants de 6-59 mois pris en charge pour malnutrition aigüe sévère. En 2020, 80,3% de taux de guérison et 1,6% de taux de décès étaient indiqués pour un total de 18 136 enfants de 06-59 mois qui avaient été admis pour la prise en charge de la malnutrition aigüe sévère (9 391 filles et 8 745 garçons).

L'appui a également permis d'améliorer les connaissances sur les bonnes pratiques en nutrition, à travers notamment des campagnes de communication et la mise en place des Foyers de Renforcement d'Activités de Nutrition Communautaire (FRANC).

Produit 2.4. : *Les filles et les garçons âgés de 6 à 16 ans ont un accès équitable à un enseignement de qualité jusqu'à la fin du 1^{er} cycle de l'enseignement secondaire général et technique.*

L'assistance du SNUDD en matière d'éducation a été véritablement constatée et s'est renforcée au fil des années sur la période allant de 2017 à 2020.

En effet, en 2017, l'appui du SNUDD a contribué à faire progresser l'indice de parité entre les sexes dans les écoles des zones cibles à 0,97 dans le primaire, soit 102% de la cible annuelle de l'indicateur et 0,81 dans le premier cycle du secondaire, soit 95%.

En 2019, le soutien en matière d'éducation a directement aidé 10 284 enfants et adolescents non scolarisés (dont 51 % des filles) à réintégrer le système d'éducation formelle. Cet appui a permis d'offrir à 3 017 adolescents et jeunes gens (dont 86 % des filles) des voies alternatives par le biais de l'éducation non formelle. En 2020, selon l'indice de parité entre les sexes dans les écoles des zones cibles, l'objectif visé de 1 par le SNUDD a largement été atteint au préscolaire (1,05) contrairement au primaire (0,87) et au Secondaire 1 (0,84).

Sur la même année, le taux d'achèvement du primaire était de 82,20% tandis que celle du premier cycle du secondaire était de 60,50%. Les filles représentaient 48,3% de la population scolarisée à la fin du primaire.

Produit 2.5. : Les femmes, les enfants, les adolescents et les jeunes particulièrement ceux vivant en milieu rural ont accès à l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène.

A ce propos, une réalisation majeure, pour rendre pérenne ces actions, concerne l'appui normatif du SNUDD à l'adoption de la stratégie nationale pour la promotion de l'hygiène en février 2019. En 2020, l'assistance du SNUDD a affiché un taux de réalisation de 1% par rapport à la cible annuelle de cette année, pour l'indicateur du nombre de ménages qui mettent fin à la défécation à l'air libre. Pour cette même année, le taux de réalisation de 68% pour l'accès à un point d'eau amélioré, reste important.

Des efforts notables sont également constatés dans la mise à disposition des latrines séparées par sexe pour les nouvelles écoles, d'un point d'eau amélioré (taux de réalisation de 18% en 2020 par rapport à la cible annuelle), ainsi que pour la mise à disposition d'infrastructures dans de nouveaux centres de santé (taux de réalisation de 18% en 2020 par rapport à la cible annuelle).

2.3. Effet 3 : D'ici 2020, les pouvoirs publics mettent en œuvre des politiques qui garantissent des modes de production et de consommation durables, la création de revenus et la résilience des populations les plus vulnérables au changement climatique

Sous la coordination de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI), les résultats attendus de l'effet 3 portaient sur quatre (4) produits. Il s'agit de : (i) Les institutions nationales et les acteurs du secteur agricole et forestier disposent de compétences techniques en matière de pratique de production durable ; (ii) Des institutions nationales et le secteur privé qui ont des capacités pour promouvoir l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et les technologies

propres ; (iii) Les autorités centrales, locales et les communautés vulnérables ont acquis des capacités techniques pour une résilience accrue face aux risques de catastrophes naturelles ; et, (iv) Les populations les plus défavorisées en particulier les jeunes et les femmes des zones cibles, disposent de compétences techniques, ont davantage accès au financement et entreprennent des activités créatrices de revenus et/ou d'emplois

Produit 3.1. : Les institutions nationales et les acteurs du secteur agricole et forestier disposent de compétences techniques en matière de pratique de production durable.

En 2018, l'appui du SNUDD a permis d'accroître le nombre de producteurs désagréé selon le sexe utilisant nouvellement des intrants et/ou techniques agricoles améliorés dans les zones cibles. Ce nombre a chuté par la suite la même année. L'objectif n'a de loin pas été atteint.

Cependant, le nombre de producteurs désagréé ciblé pour la formation à l'utilisation de nouveaux intrants et techniques agricoles a été atteint en 2017 et 2020, puis a dépassé la quantité de producteurs espérée formée en 2019. Les résultats atteints sont dus au renforcement des compétences techniques des institutions et des acteurs du monde agricole et du secteur forestier ainsi que ceux dus aux formations agricoles et d'emploi vert en appui-conseil pour la formulation de politiques et de développement des outils dont ont bénéficié les groupements de femmes, de jeunes vulnérables et de déplacés en situation de retour engagés dans des activités de production agricole. Les bénéficiaires de ces formations ont acquis des connaissances dans la fabrication des intrants agricoles, la transformation et la commercialisation de leurs produits.

En outre, les initiatives favorisant la restauration des écosystèmes, l'atténuation et l'adaptation au changement climatique prévues par le SNUDD en termes d'appui au développement et à la mise en œuvre de stratégies et plans d'actions nationaux en matière d'adaptation climatique, ont toutes été réalisées au cours des quatre (4) années.

Il s'agissait d'équiper et de renforcer les capacités techniques de CODINORM, de quatre (4) laboratoires d'essais/métrologie et d'une association de consommateurs en matière de contrôle qualité/normalisation ; de soutenir la mise en œuvre de l'Agriculture Intelligente face au Changement climatique (AIC) ; d'établir des cadres stratégiques pour la mise en œuvre des initiatives REDD+ et AIC ; d'élaborer un plan d'action national de l'initiative cacao-forêts, cadre de partenariat entre les principaux pays producteurs de cacao (Ghana et Côte d'Ivoire) et les chocolatiers ; de fournir des guides méthodologiques sur les vulnérabilités au changement climatique, les impacts économiques et les options d'adaptation, y compris l'objectif national d'adaptation ; de produire des rapports portant sur l'atténuation des émissions des gaz à effet de serre dans les secteurs de la foresterie et de l'agriculture.

Toutes ces initiatives ont contribué à améliorer les politiques nationales en matière d'adaptation par le développement de guides nationaux répondant aux standards internationaux en matière d'études sur les vulnérabilités, les risques climatiques, les évaluations des impacts économiques, l'identification et la priorisation des options d'adaptation.

En ce qui concerne le nombre d'hectares de couverture forestier réhabilité, les objectifs n'ont pas été totalement atteints entre 2017 et 2018. Cependant, on note en 2018, une variation décroissante au fil des années des prévisions du nombre d'hectares de couverture forestier réhabilité, suivi d'un déclin des prévisions. Malgré cela les réalisations des objectifs ne sont pas totales en 2017 et 2018. En 2019, le taux de réalisation de l'objectif est nul. C'est seulement en 2020, que le taux de couverture forestier prévu être réhabilité a été totalement exécuté.

En effet, les appuis techniques en matière de gestion des ressources naturelles et de la biodiversité visant significativement la réduction de l'empreinte écologique du pays s'est poursuivi jusqu'en 2018 dans le cadre du PTA. Ces interventions conduisaient à familiariser les acteurs nationaux à une nouvelle approche stratégique de gestion des forêts. Ceci explique une réhabilitation partielle de la couverture forestière.

L'année 2019 a été marquée par une crise sanitaire et aucune couverture forestière n'a été réhabilitée. En cette année, le SNUDD a plutôt soutenu le Gouvernement en termes d'appuis-conseils au Ministère des Eaux et Forêt (MINEF) et aux gestionnaires des parcs et réserves pour la validation de trois (3) plans d'aménagement et de gestion des parcs et réserves de la Côte d'Ivoire.

Produit 3.2. : Des institutions nationales et le secteur privé qui ont des capacités pour promouvoir l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et les technologies propres.

Les résultats concernant les indicateurs de suivi de ce produit sont satisfaisants car le taux de réalisation des objectifs ciblés est au moins de 100%.

Les actions prévues pour être menées dans le but d'obtenir de nouveaux partenaires pour vulgariser des technologies propres ont toutes été réalisées. En effet, le SNUDD, en partenariat avec le Ministère en charge du Pétrole et de l'Energie a mis l'accent sur la formation des autorités locales et des agents de l'administration centrale, l'administration publique en matière de technologies appropriées pour les énergies renouvelables. Aussi, le SNUDD a soutenu la mise en place des mécanismes financiers pour encourager les initiatives privées dans la promotion des énergies renouvelables.

En outre, les objectifs ciblés annuellement au cours des quatre (4) années de mise en œuvre du CPU dans le sens de l'accroissement de la proportion de nouveaux ménages (entreprises) désagrégée selon le sexe du chef de ménage (entreprise) utilisant une nouvelle source d'énergies renouvelables dans les zones cibles, ont été réalisés. Ce résultat pourrait s'expliquer par l'assistance technique apportée par le SNUDD aux communautés les plus vulnérables des localités du Nord et du Nord-Est

mais également par le soutien du SNUD au Gouvernement dans le but de promouvoir un environnement favorable aux énergies renouvelables au niveau juridique, en matière d'innovation et de partenariat public-privé en milieu rural dans les ménages hors réseau électrique et dans les entreprises.

De plus, l'on note que le taux de réalisation des objectifs pour l'indicateur portant sur la puissance électrique en Méga Watt (MW) à base d'énergies renouvelables produites dans les unités industrielles, est largement atteint. Le SNUDD a apporté son appui aux unités industrielles au fil des années à travers des actions menées dans les établissements industriels et dans les quatre (4) zones industrielles d'Abidjan. Ce qui leur a permis d'améliorer leur efficacité en énergie. A côté de cela, un partenariat entre le SNUDD et l'ONG OIPEIF Afrique a permis de promouvoir l'utilisation d'énergie par de petites unités de production d'attiéké par des femmes. Le SNUDD a continué d'œuvrer au renforcement des capacités d'accès des petites unités industrielles à des sources d'énergies renouvelables et à des technologies propres. Il a aussi fait un plaidoyer auprès du Gouvernement et du Parlement en faveur de l'adoption de textes favorisant l'architecture et l'organisation du secteur des énergies renouvelables et des technologies propres.

Produit 3.3. : Les autorités centrales, locales et les communautés vulnérables ont acquis des capacités techniques pour une résilience accrue face aux risques de catastrophes naturelles.

Quatre (4) indicateurs permettent de mesurer les réalisations faites pour ce produit. Sur le nombre de régions ayant un plan local de réduction des risques de catastrophe, aucun résultat n'a été atteint.

Aucun objectif n'a été atteint au cours des années 2017 et 2018 concernant la disponibilité des bases de données à jour sur les risques de catastrophes. En 2019, il y a eu des difficultés de collectes de données. Ce n'est qu'en 2020 qu'advient la disponibilité d'une base de données récente malgré les appuis structurés du SNUD à la plateforme de réduction des risques de catastrophes et à l'Office National de la Protection Civile (ONPC) depuis 2017. Ce résultat n'est pas étonnant puisque ce n'est qu'en 2019 qu'une technologie a été installée pour transmettre des données

climatiques et agrométéorologiques et permettre une meilleure adaptation au changement climatique.

Pour la fréquence d'évaluation des risques de catastrophes, on note une difficulté dans l'évaluation des risques de catastrophe jusqu'en 2020.

Comme mentionné précédemment, la technologie utilisée pour évaluer les risques de catastrophes a été installée en 2019. On y dénombre 227 pluviomètres et 4 stations agrométéorologiques pour transmettre des données climatiques et agrométéorologiques et permettre une meilleure adaptation au changement climatique. En cette année, un plan de contingence national/intersectoriel pour les inondations a été élaboré. L'installation de la technologie et l'élaboration d'un plan de contingence national/intersectoriel pour les inondations en 2019 a permis d'évaluer en 2020, la fréquence des risques de catastrophes.

Finalement, sur le nombre de régions disposant de système d'alerte précoce, un système d'alerte précoce n'a été réalisé qu'en 2020 au niveau des régions à cause des installations technologiques qui ont été fournies dans plusieurs régions en 2019.

Produit 3.4. : Les populations les plus défavorisées en particulier les jeunes et les femmes des zones cibles, disposent de compétences techniques, ont davantage accès au financement et entreprennent des activités créatrices de revenus et/ou d'emplois.

Les taux des objectifs ciblés des indicateurs du produit 3.4 ont été largement réalisés au cours des quatre (4) années de mise en œuvre du CPU.

Sur le nombre de nouvelles micro-entreprises créées, les objectifs atteints sont supérieurs à ce qui avait été ciblé de 2017 à 2020. L'appui du SNUDD en 2017 aux entrepreneurs locaux a contribué à créer plus d'emplois qu'il en a détruit. Le solde net est estimé 27 100 emplois contre un objectif de 25 000 possibilité d'insertion pour les membres des communautés défavorisées bénéficiaires.

Cet appui qui s'est poursuivi en 2018 et en 2019 a suscité respectivement le développement de 160 nouvelles micro-entreprises et la création de plus de 150

micro-entreprises ainsi que le lancement par le SNUD d'un projet d'appui à la résilience des travailleurs et des entreprises de l'économie informelle et à la relance post-crise COVID-19 en Côte d'Ivoire.

Cela a permis aux travailleurs de l'informel de 17 marchés dans le district d'Abidjan, d'être appuyés dans leur processus de formalisation en coopératives et d'adhésion à la protection sociale. Dans le cadre de la mise en œuvre du projet réintégration des déplacé(e)s dans les départements de Guiglo, Bloléquin, Toulepleu et Danané, les conditions de vie de 728 chefs de ménages dont 412 femmes regroupées au sein de 51 organisations communautaires de base (OCB) ont été améliorées à travers la réalisation d'activités fédératrices et génératrices de revenus.

Pour le nombre de nouvelles TPE et PME créées dans les filières vertes y compris dans les énergies renouvelables et bleues, le taux de réalisation est largement supérieur à ce qui avait été prévu. Ainsi en 2017, le SNUD a appuyé la réinsertion socioéconomique et le renforcement de la résilience de 12 000 ménages (rapatriés et populations hôtes) à l'Ouest dans le domaine agricole à travers une assistance alimentaire (vivres ou numéraire), des formations, un accompagnement technique et matériel. Au titre de l'amélioration de la compétitivité des PME et TPE, ce sont 150 entreprises nationales des secteurs agricoles et des filières vertes qui ont été mises à niveau avec accès aux financements et aux marchés tel que préconisé par le PND 2016-2020. L'assistance du SNUD en 2019, a permis de réaliser : *(i)* le renforcement des capacités de gestion de l'aviculture et de la pisciculture de 34 leaders de comité de 14 localités ciblées ; *(ii)* la fourniture de 1 250 poussins et aliments pour 11 élevages de volailles, *(iii)* la fourniture de 20 000 alevins pour 26 étangs piscicoles ; et, *(iv)* 32 ha de vivriers (chair orange, maïs et manioc).

Les résultats attendus pour le nombre de nouveaux emplois et autres moyens d'existences créées, ventilé par secteur, sous-secteur et sexe ont été largement atteints de 2017 à 2020. Toutes les actions visant à renforcer les capacités des populations, des micro-entreprises et des unités industrielles n'ont pas marginalisé les femmes. Elles y ont participé à un taux légèrement supérieur à celui des hommes.

Ces résultats observés sont sensiblement identiques à ceux obtenus dans le cadre du soutien du SNUDD à la création des entreprises.

3. Evaluation du processus de mise en œuvre

L'évaluation du processus de mise en œuvre du Cadre Programmatique Unique (CPU) consiste à analyser la conduite des initiatives et programmes conjoints préétablis, la mise en œuvre PTA des Effets du CPU, la prise en compte des questions transversales telles que le genre, les droits humain et le degré d'implication des partenaires que sont entre autres le Gouvernement, Partenaires Techniques et Financiers, Société civile, etc.

3.1. Initiatives et programmes conjoints mis en œuvre

La plupart des structures interviewées ont une connaissance de la conceptualisation des programmes conjoints dans le cadre de la mise en œuvre des activités du CPU. Cela s'illustre par ce propos « Des réflexions ont été menées ensemble pour faire ressortir des activités conjointes par effet chaque année ». Les informations recueillies auprès des agences, des Ministères et la Société civile révèlent qu'à la première année de mise en œuvre du CPU, aucun programme conjoint n'a été mené. Il ressort de ce fait que le plan de travail annuel (PTA) a pris du retard dans son élaboration.

D'une manière précise, trois programmes conjoints avaient été retenus dans la mise en œuvre du CPU. Ceux-ci relevaient du domaine de l'autonomisation des femmes ; de la santé maternelle et infantile ; et, des chaînes des valeurs. Chacun de ces programmes avait été confié à chaque groupe de résultats avec pour leads respectifs le PNUD, l'UNICEF et l'ONUDI afin d'en assurer la synergie des actions de mise en œuvre des programmes.

En plus de ces programmes mentionnés ci-dessus, d'autres initiatives conjointes ont été élaborées dans le CPU dans les différents effets. En 2017, on note le « Projet d'Appui à la Prévention et à la Gestion Pacifique des Conflits » au niveau de l'effet 1. Par ailleurs, trois programmes conjoints, sur la « Santé infantile », le « VIH/SIDA » et la « Nutrition » dans le cadre de l'effet 2, ont été retenus. Seul le programme portant

sur le « VIH/SIDA » a été exécuté sur la période 2018-2019 sous l'instigation de l'ONUSIDA qui s'est fortement impliqué dans la mobilisation de ressources.

En 2019, l'ONU Femmes et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ont signé un accord dans le cadre du Project procurement strategy for development (Ppsd) dont l'objectif visé était de développer un mécanisme de collectes de données statistiques sur le genre, à la gouvernance et à la cohésion sociale. Dans le cadre du développement durable, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) a exécuté, en collaboration avec l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le projet « accès aux services sociaux de base ». L'OIM a également mené un programme sur l'« autonomisation de la femme » en étroite collaboration avec l'ONU Femmes. On note aussi la création d'un groupe thématique sur les Violences Basées sur le Genre piloté par le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF). Par ailleurs, le PNUD et l'UNFPA ont mené conjointement des activités dans le cadre du programme de sensibilisation pour des élections apaisées.

A côté de ces initiatives, on note des activités conduites de manière isolée ou solitaire par certaines agences. En effet, l'ONU Femmes en collaboration avec le Ministère de la Sécurité a mis en place un « desk gender » dans des commissariats de police pour la prise en charge, l'assistance et l'orientation des victimes de VBG. Cette agence a également instauré des cellules genre au sein de certains Ministères avec l'appui du Ministère de la Femme et de l'Enfance. En outre, le projet « autonomisation de la femme par la promotion de la santé et l'alphabétisation en 2019 » a été financé et mis en œuvre par l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO) avec l'implication des Ministères de la santé, de la femme, la famille et de l'enfant, de l'agriculture et du plan et développement. Finalement, dans le cadre du programme « réduction de la pauvreté » initié à San-Pedro, chaque agence a travaillé de façon individuelle.

Il ressort, de ce tableau, que le CPU est une opportunité pour les différentes agences du SNUD d'unir leurs forces pour des actions plus perceptibles. L'idée de mise en

place de ce cadre de coopération en agence est une véritable valeur ajoutée du SNUD dans son accompagnement en faveur du Gouvernement de Côte d'Ivoire.

L'idée des programmes conjoints a été une occasion pour les différentes agences et responsables d'agences d'échanger, de partager des informations et de travailler en synergie afin d'éviter des duplications d'interventions. Ce qui a accru le dynamisme des agences et le processus d'échanges entre celles-ci.

En dépit de ces forces observées, plusieurs faiblesses sont à relever. En effet, plusieurs raisons peuvent expliquer la non-réalisation de certains programmes conjoints : la question du financement des projets conjoints (certaines agences étant mieux doté et/ou ayant une capacité de mobilisation de ressources plus forte que d'autres) ; la priorisation des activités d'agence au détriment de celles prévues dans le cadre du CPU. Selon les structures rencontrées, plusieurs agences privilégient leurs actions au détriment du CPU ; au niveau de l'autonomie des agences, chaque agence étant autonome financièrement se consacre davantage sur son programme propre à elle, tout en recherchant de la visibilité dans les actions de terrain (chaque agence souhaitant avoir le lead sur l'activité à dérouler).

Selon les interviews accordées, le Gouvernement quant à lui oriente ses financements dans des activités jugées prioritaires pour lui. Cela s'illustre par ce slogan « un programme conjoint doit être considéré comme une priorité pour le Gouvernement ». Ainsi, on comprend clairement que le Gouvernement ait beaucoup plus de penchant pour les initiatives s'alignant sur le PSGouv.

3.2. Mise en œuvre du PTA des effets du CPU

Il est à noter que les différents plans annuels élaborés par les agences du SNUD découlent du PND et du CPU. L'harmonisation d'un plan unique (commun) dans le cadre du CPU n'a cependant pas été systématique. Cela s'illustre par ce propos d'un acteur interviewé : « quand on élabore des plans, on fait les bilans à mi-parcours et le bilan annuel, cela ne s'est pas fait comme prévu ». Il en ressort que, chaque année, des plans de travail sont élaborés même si cela ne se fait pas dans les délais requis.

Il ressort globalement que les agences rencontrées sont plus impliquées dans l'élaboration de leur plan stratégique annuel respectif que le plan de travail annuel commun dans le cadre du CPU. Les différents rapports annuels consultés et les PTA à notre disposition ne mentionnent pas le mode opératoire et les intervenants dans l'élaboration des différents PTA communs. Sur le plan financier, les agences rencontrées n'ont pu donner leur contribution financière chiffrée. Ce qui constitue un manque de précision détaillée des ressources à mobiliser pour les financements des activités inscrites dans le plan de travail commun (par agence, PTFs et Gouvernement).

Un exemple de bonnes pratiques, dans le cadre de l'équipe conjointe mise en place par ONUSIDA, concernant le principe de fonctionnement était que chaque point focal devait adresser le plan de travail de son agence pour en faire un plan commun. Le financement de ce plan commun émane de l'ONUSIDA grâce aux fonds qu'elle mobilise. En 2020, l'équipe conjointe a mené huit rencontres. Le plan annuel de l'équipe conjointe présidée par l'ONUSIDA est aligné sur le Cadre de Programmation Unique (CPU) 2017-2020, donc sur les PTA des effets du CPU, notamment sur le PTA du Groupe de résultats de l'effet 2.

Les PTA du cadre programmatique devraient être élaborés en amont, en année N-1 pour permettre aux agences d'intégrer la part allouée au financement des activités conjointes dans leurs plans respectifs.

Tableau 1 : Perception des répondants sur les programmes conjoints et les PTA

FORCES	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> • Synergie d’actions plus efficaces évitant les duplications des actions sur le terrain ; • Cadre de concertation et de réflexion effective. 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de temps consacré par les points focaux de certaines agences à la réponse du programme conjoint ; • Manque de capacité technique de certains points focaux pour jouer efficacement leur rôle ; • Insuffisance de capacités à mobiliser les fonds (agences et Gouvernement).
OPPORTUNITES	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> • Le partenariat avec toutes les parties prenantes ; Gouvernements, agences, Société civile, secteur privé, PTF ; • Participation de la Société civile. 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de financement domestique qui menace la pérennisation des acquis.

Source : Equipe d’évaluation à partir des rapports d’activités et interviews.

3.3. Prise en compte des questions transversales

Le document cadre du CPU prévoyait que les questions transversales soient intégrées, de manière transversale, dans la planification des activités au niveau des trois effets. Cette conceptualisation constitue un des avantages comparatifs du Système des Nations Unies pour le Développement pour la période 2017-2020. Ces questions transversales étaient relatives au genre, aux droits humains, à l'environnement et au VIH/SIDA.

➤ *Une prise en compte appréciable de la question du genre ...*

L'exploitation des rapports d'interviews effectués avec les organismes impliqués dans la mise en œuvre du CPU et des rapports d'activités (2017, 2018, 2019 et 2020) fournis par le BCR indique que la question du genre a bien été traitée selon les conditions définies dans les différents Groupes de Résultats². Outre, le contrôle du Comité de pilotage dont le rôle était d'assurer la coordination de la mise en œuvre du CPU, un groupe de thématique « Genre » a été mis en place pour assurer la prise en compte systématique de cette question dans les Plans de Travail Annuels (PTA) du Cadre. Ce qui démontre l'expression d'une volonté réelle d'intégration de la thématique dans les activités.

Toutes ces dispositions ont permis d'obtenir des résultats forts intéressants à la fois pour le SNUD que pour les cibles. Toutefois, l'analyse fait ressortir des menaces et des faiblesses mais également des opportunités et des menaces telles que mentionnées dans le tableau 2 ci-après.

Il ressort de l'analyse des informations contenues dans le tableau que le SNUD, dans sa volonté d'accompagner le Gouvernement vers les objectifs visés par le PND 2016-2020, a intégré la question sensible du genre dans ses actions.

² Trois (3) Groupes de Résultats ont été mis en place. Chaque groupe de résultat a été établi par rapport à un effet décliné à partir des domaines de coopération prioritaires que sont (i) la Gouvernance, (ii) le Développement Humain et (iii) le Développement Durable. Ils avaient la responsabilité de diriger et guider l'exécution du Programme en recourant à des Plans de travail conjoints (cf. Rapport CPU 2017-2020, p. 1 et p. 71).

Tableau 2 : Perception des répondants sur la prise en compte du genre

FORCES	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> • Synergie d'actions des agences du SNUD ; • Intégration de la thématique « genre » dans le CPU ; • Capacité de mobilisation conjointe des ressources pour traiter la question ; • Mise en place d'un groupe thématique genre ; • Réalisations d'activités conjointes de genre ; 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de volet spécifique au genre ; • Manque de synergie ou d'actions conjointes dans les appels d'offre ; • Absence de réalisation de certains projets malgré la disponibilité du financement ; • Priorisation des activités d'agence au détriment des programmes conjoints notamment sur le genre ; • alité des informations fournies et des rapports d'activités ; • Pas d'indicateurs véritables sur le genre ; • Rendu des livrables hors délai.
OPPORTUNITES	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de cellule genre dans les Ministères ; • Mise en place d'un groupe thématique sur les VBG (UNFPA/UNICEF) ; • Collecte de données sur le genre ; • Intégration du genre dans la mise en œuvre des stratégies et des interventions nationales dans le secteur agricole et en matière d'adaptation climatique ; • Création d'un «desk gender» au sein des commissariats de police. 	<ul style="list-style-type: none"> • Transversalité du genre ; • Absence de lead sur le genre malgré la présence de ONU Femmes ; • Traitement partiel des questions de genre ; • Manque de données désagrégées sur le genre ; • Leadership entre agence et entre responsable d'agence.

Source : Equipe d'évaluation à partir des rapports d'activités et interviews

Cette volonté s'est matérialisée par plusieurs réalisations dont la mise en place d'une cellule genre dans plusieurs Ministères sectoriels. Ces cellules sont créées entre autres dans l'optique de saisir les questions de genre suivants les différents secteurs et de collecter des informations de genre pour une meilleure prise en compte. On note également la création de « desk gender » au sein de plusieurs commissariats de police pour la prise en charge en termes d'accueil et d'orientation des victimes des violences basées sur le genre. Des réflexions étaient menées dans le sens de l'extension de cette disposition aux gendarmeries.

Pour les agences du SNUD, cette collaboration autour de la thématique du genre a été une occasion de plus de travailler dans une synergie d'action et de mutualiser les efforts pour une meilleure approche de la question. A titre d'exemple, un programme conjoint entre ONU Femmes et PNUD visant à développer des activités de collectes de statistiques relatives au genre, à la cohésion sociale, à la gouvernance et aux VBG a été élaboré. Malgré la disponibilité des fonds, ce programme n'a pu être exécuté. Ceci met en lumière les difficultés qui ont freinées la prise en compte efficace et efficiente du genre dans la mise en œuvre du CPU.

De l'avis des personnes interrogées, les difficultés observées dans la conduite du CPU relèvent de l'approche même du Cadre Programmatique Unique 2017-2020 qui est vue comme une « aide » apportée au Gouvernement. Dans ce sens, toutes les activités du CPU étaient comprises comme des compléments aux efforts de l'Etat de CI et non des actions indépendantes. Une approche en termes de partenariat aurait permis d'obtenir des résultats plus concrets.

Pour revenir à la question du genre, les acteurs restent unanimes que la transversalité du genre et des autres questions d'ailleurs, constituent le véritable point d'achoppement à l'atteinte des effets escomptés. En effet, l'absence d'un groupe de résultats dédié a rendu difficile la collaboration des agences dans la conduite des activités. Chaque groupe de travail a essayé d'intégrer de manière ponctuelle des activités relatives au genre en ne s'appuyant ni sur une matrice de résultats, ni des indicateurs de mesure. Ce qui ne permet pas in fine de se prononcer sur la portée de

ces activités, mettant ainsi en doute la qualité des informations fournies lors des reportages. En outre, la priorisation des activités d'agences au détriment de celles prévues par le CPU a mis à mal la réalisation de programmes conjoints. A ces obstacles viennent s'ajouter la question du leadership entre les agences et entre les responsables d'agences : chaque agence luttant pour une meilleure visibilité et certains chefs d'agence privilégiant les rapports d'amitié au détriment de l'avantage comparatif.

➤ ***... et peu perceptible pour les droits humains et l'environnement***

Par ailleurs, les rapports d'activités ne précisent pas clairement des éléments qui indiqueraient la prise en compte des questions environnementales ou celles relatives aux droits humains dans la mise en œuvre du CPU. Les personnes sont également restées assez vagues sur ces questions. Pourtant, comme le genre, il était question d'intégrer les droits humains et les questions environnementales dans la mise en œuvre du CPU. En effet, dans l'accompagnement du Système des Nations Unies pour le Développement à la réduction de la pauvreté, l'approche basée sur les droits humains devait permettre de cibler en priorité les populations pauvres et/ou vulnérables afin de veiller à ce que tous les Ivoiriens bénéficient des dividendes de la croissance économique. Les raisons évoquées plus haut notamment l'intégration ponctuelle et non élaborée de ces questions pourraient expliquer cette situation. Il en ressort que les droits humains et les questions liées au changement climatique n'ont pas été suffisamment intégrés dans la mise en œuvre du CPU. Il est plus qu'indispensable d'en tenir compte dans le nouveau cadre quand l'on sait la place occupée par ces questions sur l'échiquier international.

Les recommandations suivantes sont faites pour un meilleur adressage des questions transversales dans le nouveau cadre de coopération : (a) Mettre en place un groupe de résultat pour chacune de ces questions pour une prise en compte « verticale » ; (b) Favoriser l'avantage comparatif des agences en charge de ces questions dans la conduite des actions conjointes et (c) Elaborer des indicateurs claires et clés de mesure.

4. Degré d'implication des partenaires

La logique d'élaboration du Cadre Programmatique Unique (CPU 2017-2020) prévoyait une étroite collaboration entre le SNUD d'une part et le Gouvernement, la Société civile, le secteur privé et les autres partenaires au développement³ d'autre part, à différents niveaux d'implication et d'intervention : financier, appui technique dans l'élaboration du CPU, engagement dans la mise en œuvre...

Les informations obtenues à partir de la revue documentaire et des entretiens individuels réalisés permettent d'apprécier le degré d'implication des différents partenaires identifiés. Le tableau 3 ci-dessous met en évidence les forces, faiblesses, menaces et opportunités de cette collaboration.

Il ressort de l'analyse de ce tableau que tous les partenaires identifiés se sont impliqués à différents niveaux et divers degrés dans la conduite des activités du CPU.

4.1. Le Gouvernement de Côte d'Ivoire

L'implication du Gouvernement s'est observée, à la fois dans l'engagement à accompagner le SNUD, dans la conceptualisation du cadre réglementaire et dans la facilitation des actions de terrains. Cette implication s'est matérialisée par la participation au processus de préparation du CPU à travers un appui technique, la signature d'accords, la participation aux différents ateliers de cadrage du CPU sur les priorités du Gouvernement ainsi que dans la préparation des PTA et dans la participation des retraites annuelles du SNUD. L'analyse fait ressortir également l'adhésion de différents Ministères sectoriels au CPU dont notamment le Ministère du Plan et du Développement ; le Ministère de la Sécurité ; le Ministère de Femme et de l'enfant ; le Ministère de l'Industrie... qui ont travaillé en étroite collaboration avec les agences dans leur domaine d'action.

³ Cf. résumé exécutif, rapport CPU, p. 1.

Tableau 3 : Forces, faiblesses, opportunités et menaces de la collaboration SNUD - Partenaires impliqués

FORCES	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> • Implication du Gouvernement dans la réglementation et la mise en œuvre ; • Adhésion des différents Ministères sectoriels au CPU (Plan et développement, Sécurité, Femme et enfant, Santé, Education, Jeunesse, Environnement, Industrie...) ; • Implication des organisations de femmes et de jeunes dans les activités à mener ; • Octroi de financement par les PTFs (Banque mondiale, UE, BAD, Ambassade de Suisse et de France...) ; • Présence du secteur privé (CGECI, FIPME, FAFCI...) ; • Contribution des agences ; • Bonne réactivité des partenaires aux sollicitations. 	<ul style="list-style-type: none"> • Pas d'implication véritable des collectivités locales à la fois dans l'implémentation et la mise en œuvre ; • Fort engagement des partenaires dans la phase de préparation du CPU ; • Absence de contribution financière de l'Etat ; • Absence de budgétisation en amont de la contrepartie nationale au financement du CPU ; • Absence de traçabilité des ressources consenties par le SNUD ; • Question de l'avantage comparatif du SNUD dans la mise à disposition des fonds pour la réalisation d'activités.
OPPORTUNITES	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> • Meilleure visibilité des actions du SNUD ; • Meilleure connaissance des activités des différentes agences ; 	<ul style="list-style-type: none"> • Fébrilité de la Société civile ; • Difficulté de mise en commun des ressources ; • Difficultés de suivi et de participation aux réunions ; • Non alignement des activités du SNUD sur le cycle budgétaire ; • Faible appréciation des contributions et des efforts du SNUD ; • Collaboration directe entre les agences et les Ministères concernés par les actions cibles ; • Avènement de la pandémie à corona virus.

Source : Equipe d'évaluation à partir des rapports d'activités et interviews.

A titre d'exemple, l'ONU Femmes a réalisé plusieurs activités avec le Ministère de la Femme et de l'Enfant. Le Gouvernement s'est également bien impliqué dans la conceptualisation du cadre réglementaire.

Cependant de l'avis des agences du SNUD, l'appui financier tant attendu de la part du secteur public n'a pas forcément suivi toutes ces actions précédemment citées. En effet, la contribution financière attendue du Gouvernement a constitué un gap important pour l'atteinte des résultats.

De l'avis des Ministères sectoriels notamment le Plan, le Budget et l'Economie, différentes raisons sont à l'origine du gap observé entre les ressources attendues de la part du Gouvernement et celles obtenues. On peut citer le mode de gestion du SNUDD qui n'est pas en adéquation avec celui adopté en Côte d'Ivoire ; le non-alignement du financement des activités du SNUD sur le cycle budgétaire de l'Etat de Côte d'Ivoire ; les contreparties nationales mobilisées auprès des bailleurs de fonds (BAD, FMI...) qui ne suivent pas le même cycle ; les ressources qui sont orientées en priorité vers le financement des activités du PSGouv notamment...

En outre, l'insuffisance quantitative et qualitative des ressources humaines nationales et la faible capacité de mise en œuvre de celles-ci à utiliser les ressources mises à disposition sont autant de faiblesses à relever à ce niveau.

4.2. Les autres partenaires

Les résultats de mobilisation des ressources auprès des PTFs, du secteur privé et des organisations de la Société civile, restent en deçà des attentes. En effet, l'on note les difficultés de mobilisations des ressources auprès du secteur privé.

5. Analyse des mécanismes de communication, de coordination et de suivi

Le protocole de mise en œuvre prévoyait un mécanisme et une stratégie de communication, une stratégie de gestion opérationnelle des activités, un mécanisme de coordination ainsi qu'un système de suivi. Ces différentes questions font l'objet de l'analyse dans les points qui suivent.

5.1. Mécanismes et stratégies de communication

Le CPU avait prévu ses propres mécanismes de coordination et de suivi à savoir le(s) :

- Comité de Pilotage conjoint Gouvernement/Nations Unies. Il devrait être co-présidé par le Ministre en charge du Plan et le Coordonnateur Résident du SNUD, assurer la coordination et les orientations stratégiques. Il était également responsable de la gestion du Fonds Unique ;
- Code de conduite sur les modalités de travail conjoint afin de faciliter la collaboration et de garantir les rôles et responsabilités des membres de l'équipe pays des Nations Unies ;
- Groupes de Résultats pour coordonner la mise en œuvre du CPU au niveau de chacun de ses effets. Chaque groupe de résultats devrait être présidé par un Chef d'agence au nom de l'Equipe-pays des Nations Unies
- Comité de programme assure la coordination du travail des Groupes de Résultats en vue de renforcer l'efficacité et la complémentarité des interventions du SNUD ;
- Groupe suivi-évaluation pour mener des réflexions stratégiques sur les appuis du SNUD et l'évaluation de leur contribution aux priorités nationales ;
- Comité des Opérations (COP) était responsable de l'amélioration des systèmes de gestion et des procédures opérationnelles du SNUD afin d'assurer une utilisation efficace, efficiente et transparente des ressources des agences.

Des personnes interviewées, dans le cadre de cette évaluation et issues particulièrement du groupe des partenaires techniques et financiers, ont indiqué la mise en place ou l'existence des mécanismes suivants : (i) Comité de Pilotage conjoint, (ii) Equipe-pays des Nations Unies, (iii) Groupes de Résultats, (iv) Comité programme, (v) Comité des Opérations.

A l'opposé, quelques acteurs notamment de la Société civile ont répondu ne pas avoir connaissance de ces mécanismes et de leurs activités.

5.2. Actions, résultats de coordination et de suivi du CPU

Les mécanismes de coordination et de suivi mise en place et évoqués ci-dessus ont mené à des actions et produit des résultats durant la période. Ainsi sous le leadership du Coordonnateur résident, l'Equipe-pays des Nations Unies a été au cœur de la coordination et du suivi en assurant la responsabilité collective de la mise en œuvre des activités du CPU 2017-2020. L'Equipe-Pays est constituée des 20 Fonds, Agences, Programmes et Entités (FAPE) résidents et non-résidents ayant des activités opérationnelles en Côte-d'Ivoire, chacun disposant d'un cadre juridique et d'un mandat particulier. Pour accomplir efficacement sa mission de coordination du CPU, elle a été renforcée par le PNUD avec un rôle clé joué. Le bureau du coordonnateur CCDD a été restructuré et un personnel additionnel (responsable de suivi, responsable de recherche de fonds et responsable de communication) a été mis à disposition.

Sous l'impulsion de l'Equipe-pays, six (06) Groupes de Résultats/thématiques ont été mis en place. Ils sont composés de personnes ressources issues du SNUD, du Gouvernement et de la Société civile. Ces Groupes de Résultats (GR) ont eu la responsabilité de planifier, assurer la mise en œuvre et le suivi des interventions selon les produits et effets du CPU. Pour y parvenir, ils ont conduit des évaluations des besoins par secteur et identifié les capacités nécessaires à l'exécution du plan de travail conjoint et du plan de suivi et évaluation du programme unique. Chaque groupe de résultats est présidé par un Chef d'agence au nom de l'Equipe-pays des Nations Unies. Ainsi, le PNUD assure le lead du Groupe 1 sur la Gouvernance, l'UNICEF le Groupe 2 sur le Développement du Capital Humain, l'ONUDI le Groupe 3 sur l'Economie et développement durable. En plus de ces trois groupes, le Groupe thématique Genre et Développement et celui sur le VIH/SIDA ont été mis à contribution pour veiller à la prise en compte des besoins spécifiques liés aux inégalités de genre et des personnes vulnérables.

De même, le Groupe suivi-évaluation a accompagné les GR dans ces différents processus de planification, budgétisation, mise en œuvre, suivi, communication de rapports et l'évaluation des Plans de travail conjoints selon les principes de la gestion axée sur les résultats. De manière opérationnelle, le Comité programme a assuré la coordination des Groupes de Résultats.

En outre, les cadres de coordination et les groupes thématiques de Partenaires tels que le groupe des Chefs de Coopération, le groupe Gouvernance des PTFs, mis en place pour assurer une cohérence dans les interventions et discuter sur des thématiques d'intérêt national, ont permis d'assurer la mise en œuvre des activités dans un cadre partenarial et de dialogue qui a aidé à éviter les duplications et favoriser la cohérence d'ensemble.

Tout ce dispositif a permis d'organiser des réunions mensuelles (ex. GTSE), des réunions trimestrielle (ex. GTG) pour faire le point des activités genre et appuyer le Ministère et les autres secteurs souhaitant inclure le genre dans leurs activités, des réunions annuelles (ex. UNCT). De même des revues périodiques des plans de travail annuel (PTA) ont été effectuées par les Groupes de Résultats. Aussi, en collaborations avec des partenaires d'exécution, plusieurs autres activités ont été menées notamment : les examens périodiques sur place et vérifications ponctuelles des documents financiers par le SNUD, le suivi programmatique des activités (visites et suivi sur le terrain), les audits spéciaux ou programmés, l'élaboration d'un ensemble d'outils permettant de faciliter la collecte d'informations par agence. Ces outils ont favorisé l'actualisation des données et faciliter l'exercice de reporting annuel, la production des rapports annuels intégrant les résultats de la mise en œuvre des activités du CPU et le niveau d'atteinte des indicateurs pour le suivi des produits.

Par ailleurs en 2020, plusieurs réunions des Partenaires Techniques et Financiers se sont tenues dans le cadre du Groupe Sectoriel Santé (GSS), du Groupe technique de travail sur les urgences de santé, des partenaires techniques et financiers du secteur de la santé et des agences du Système des Nations Unies pour le Développement.

Ces réunions ont été pour le SNUDD un cadre pour présenter la situation de la COVID-19 dans le monde et en Côte d'Ivoire, le plan multirisque ainsi que le plan budgétisé de préparation et de riposte du pays.

Dans le cadre de la préparation et de la réponse à la pandémie de la COVID-19, le SNUDD a mis en place un système de gestion de l'incident (IMS) chargé de coordonner l'action des agences pendant l'urgence sanitaire, y compris la phase de préparation et la riposte contre l'épidémie à coronavirus. A travers ce système, le SNUDD a assuré la mobilisation des partenaires techniques et financiers de la santé et la coordination de leurs interventions pour accroître le soutien apporté au Gouvernement de Côte d'Ivoire en vue d'une riposte coordonnée et efficace contre la COVID-19. A travers cette coordination, le SNUDD a régulièrement assuré la diffusion des directives techniques en lien avec la gestion de la crise sanitaire, les données, les orientations techniques ainsi que toutes les informations pouvant orienter la prise de décision des PTF. Enfin, l'élaboration du plan de riposte budgétisé contre la COVID-19 est un résultat clé de cette coordination.

Une réunion de coordination mensuelle est organisée (en ligne) par l'Equipe-pays pour surveiller la tendance des épidémies et l'état d'avancement de la mise en œuvre des principales mesures de prévention et soutenir l'amélioration des liens entre tous les piliers de la réponse.

En dépit des actions et résultats résumés ci-dessus, il existe des forces/opportunités et des faiblesses/menaces qui ont influencés l'attente des résultats. Le tableau 4 ci-dessous résume les forces, faiblesses, opportunités et menaces.

Pour accompagner la mise en œuvre du PND 2016-2020, le SNUDD a, en étroite collaboration avec le Gouvernement, la Société civile, le secteur privé et les autres partenaires au développement, élaboré le Cadre Programmatique Unique (CPU) 2017-2020.

Tableau 4 : Perception des répondants sur la coordination et le suivi de la mise en œuvre du CPU

FORCES	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place des mécanismes de coordination : Comité de Pilotage conjoint, Equipe-pays des Nations Unies, Groupes de Résultats, Comité programme, Comité des Opérations (COP) ; • Leadership du Coordonnateur Résident qui a été l'interlocuteur principal du SNUD auprès des autorités nationales ; • Création de 06 Groupes de Résultats dont 02 groupes transversaux (Genre et Développement, VIH/SIDA...). Chaque groupe présidé par un Chef d'agence; • Coordination des Groupes de Résultats par le Comité de Programme en vue de renforcer l'efficacité et la complémentarité des interventions du SNUD ; • Appui des experts en suivi et évaluation du groupe suivi-évaluation aux Groupes de Résultats pour l'application des principes de gestion axés sur les résultats dans la planification, la budgétisation, le suivi, la communication de rapports et l'évaluation des Plans de travail conjoints ; • Résultats globalement satisfaisants car GTG apporte un appui thématique à l'élaboration des documents stratégiques par l'entremise d'un consultant ou un expert technique ; • Détachement du bureau de coordination au niveau du PNUD ; • Erection d'un BCR autonome. 	<ul style="list-style-type: none"> • Non fonctionnement du comité de pilotage • Absence de suivi global des activités • Absence suivi financier • La communication était peu entre le comité programme et les chefs d'agence. La coordination était mal organisée. Le comité programme fut dissout dans le cadre du CCDD. • Les coalitions ne se réunissent pas souvent et la dynamique ne fonctionne pas. • Manque de données de qualité/ non-disponibilité ou disponibilité tardive des données : la faiblesse du système de statistique au niveau du pays limite la clarté du reporting. Le CPU ne précise pas les détails de la mise en œuvre des résultats stratégiques qu'il décrit. Il n'y a pas de plan opérationnel présentant de façon détaillée les actions et les cibles annuelles planifiées pour chacune des agences par rapport aux différents produits du CPU. L'absence de cet outil opérationnel rend difficile le suivi des progrès des résultats et des ressources. • Difficultés des Groupes de Résultats (indisponibilité des points focaux des agences, déficit d'engagement et de redevabilité des Chefs d'agence par rapport au fonctionnement des Groupes de Résultats, déficit de capacités techniques de certains points focaux par rapport au mandat du Groupe de Résultat. Ce qui ne leur permet pas de jouer efficacement leurs rôles et d'apporter une valeur ajoutée, etc.).
OPPORTUNITES	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> • Le repositionnement du SNUDD initiée par le Secrétaire général de l'ONU en 2019 ; • Nouveau PND 2021-2025. 	<ul style="list-style-type: none"> • Rang dispersé des agences sur les activités ; • Questions de leadership sur les différentes activités ; • La survenue de la pandémie de la Covid-19 en début d'année 2020 a contraint le SNUDD à réorienter plusieurs de ses activités opérationnelles pour faire face à l'urgence sanitaire.

Source : Equipe d'évaluation à partir des rapports d'activités et interviews.

Le CPU s'articulait autour de trois domaines de coopération prioritaires (Gouvernance, Développement Humain, et Développement Durable) dont l'atteinte des résultats attendus nécessitait des efforts de coordination et d'harmonisation tant au sein du SNUD qu'avec les partenaires nationaux et internationaux.

Au terme de la mise en œuvre du CPU, son évaluation a montré que la coordination espérée n'a pas tenu ses promesses en dépit de la mise en place de quelques mécanismes qui étaient prévus. Le comité de pilotage, l'instance de haut niveau qui devrait s'assurer de l'implication de toutes les parties prenantes et de la fonctionnalité des autres mécanismes de coordination et de suivi n'a pas fonctionné. Cette absence a laissé place à l'Equipe-pays des Nations Unies dans le pilotage du CPU. Dès cet instant, le mandat de chaque Agence a commencé à prendre le dessus sur la synergie et l'harmonisation des actions tant recherchées. Chacun voulant affirmer son leadership dans les activités. D'ailleurs, la fragilité de la coordination du CPU a laissé apparaître certains mécanismes qui n'étaient pas initialement prévus. C'est le cas du groupe des Chefs de Coopération, du Groupe Gouvernance des PTFs, du Groupe sectoriel santé, du Groupe technique de travail sur les urgences de santé, des PTFs du secteur de la santé et des agences du SNUD, etc. La faiblesse de la coordination du CPU a fait déclarer à certains acteurs interviewés ne pas avoir connaissance des mécanismes de coordination mise en place, leurs activités et que le CPU était juste un document interne entre les agences SNUD.

En dépit de cela, une opportunité se présente avec le nouveau PDN 2021-2025 et qui pourrait servir à réexaminer la nécessité de mettre en place une coordination et un suivi plus adaptés qui pourraient impliquer toutes les parties prenantes.

La perception générale des interviewés est que le CPU n'a pas tenu compte des spécificités de la Côte d'Ivoire. Le cadre n'a pas véritablement fonctionné. Le CPU a manqué de réflexion au niveau de la mise en œuvre.

6. Leçons apprises, recommandations et perspectives

6.1. Leçons apprises

Les leçons apprises de l'évaluation du CPU 2017-2020 se résument en ces points :

- la mise en place de véritables mécanismes de coordination des interventions programmatiques à travers des approches harmonisées et synergiques avec l'ensemble des parties prenantes, est nécessaire pour plus d'efficacité du cadre commun ;
- l'approche synergique de mise en œuvre, de suivi et évaluation des interventions est nécessaire pour assurer une appropriation durable des acquis des programmes et projets par les acteurs Gouvernementaux notamment, les services centraux et les structures déconcentrés ainsi qu'une prise en compte de leurs effets induits ;
- l'amélioration du système de collecte des données fiables facilite la prise de décision rapide par les autorités publiques et l'appui des partenaires au développement ;
- le suivi rapproché auprès des partenaires de mise en œuvre permet une meilleure atteinte des résultats dans les temps impartis ;
- les synergies construites avec l'ensemble des partenaires pour créer des conditions favorables à la réalisation du CPU et du plan de riposte face à la Covid-19 sont à encourager.

6.2. Recommandations

Les différentes analyses ont fait ressortir l'importance de mettre l'accent sur :

- ✓ le renforcement des capacités des staffs techniques des agences pour une appropriation des questions transversales et leur intégration depuis la planification, la mise en œuvre et le rapportage ;
- ✓ le plaidoyer auprès du Gouvernement et du secteur privé pour l'accroissement des financements domestiques affectés à la Santé et au VIH/SIDA ;

- ✓ le renforcement du plaidoyer auprès du Gouvernement pour plus de participation dans la planification, la mise en œuvre des activités ainsi que leurs suivis ;
- ✓ l'exploration et /ou le renforcement des opportunités de collaboration avec le secteur privé ;
- ✓ les synergies d'actions entre les agences.

Dans le but spécifique d'améliorer la communication, il importe de :

- développer des outils collaboratifs virtuels dans le cadre du travail ;
- développer un mécanisme de redevabilité à inclure dans le rapport de mise en œuvre ;
- donner l'opportunité d'avoir des communications en ligne ;
- simplifier la plateforme UNinfo et la rendre plus accessible ;
- partager les informations entre les différents partenaires (sous forme de newsletter ou de policy brief) ;
- partager davantage d'informations pour une meilleure connaissance des actions du SNUD dans son accompagnement à l'Etat de Côte d'Ivoire ;
- renforcer le système de communication ;
- inviter d'autres Ministères, le secteur privé et la Société civile lors des ateliers de mise à jour ;
- améliorer la communication sur les appuis des agences ;
- renforcer la collaboration et la communication avec les partenaires du Gouvernement pour une mise en œuvre optimale du PTA ;
- améliorer la communication inter-agences et au sein des agences, entre le programme et les opérations, ainsi que leur mutualisation.

Par ailleurs, pour une meilleure coordination du cadre commun, il faudra :

- entreprendre des actions par le BCR pour assurer le respect des domaines d'intervention des agences du SNUD ;
- accorder plus d'intérêts aux programmes conjoints ;
- disposer d'un cadre de suivi au niveau de Ministères bénéficiaires ;
- transmettre les données au cadre global pour diffusion ;

- faire une analyse profonde et approfondie des besoins ;
- créer d'autres coalitions ;
- prendre en compte le secteur privé ;
- disposer d'une stratégie de mise en œuvre plus dynamique ;
- renforcer le Groupe programme ;
- poursuivre les efforts d'alignement et de coordination des appuis au secteur de la santé pour contribuer à l'amélioration de la disponibilité, à l'accessibilité et à la qualité des services essentiels de santé ;
- développer davantage d'initiatives conjointes pour plus de synergie d'actions entre agences et entre Groupes de Résultat ;
- renforcer la coordination et l'optimisation du fonctionnement des groupes effets en améliorant le niveau de participation des points focaux ;
- renforcer l'engagement inter-agences et la valorisation des contributions des points.

Annexes

Annexe 1 : Evaluation du Cadre Programmatique Unique 2017-2020 du SNUD en Côte d'Ivoire

Facteurs à analyser	Principale question	Démarche méthodologique	Entités ou personnes ressources à contacter	Type d'analyse
1. Progrès réalisés vers l'atteinte des résultats attendus	La conduite progressive des activités a-t-elle contribué à l'atteinte des résultats ?	<ul style="list-style-type: none"> - Entretiens ; - Rapport CPU 17-20 ; - Rapport PND 16-20 ; - Revue documentaire ; - Internet. 	<ul style="list-style-type: none"> - Ministères (Plan et développement ; Intérieur et sécurité ; Budget portefeuille de l'Etat ; Economie et finances...) ; - Partenaires financiers et techniques (BAD, Word Bank) ; - Agences du système des NU (Unicef, ONU, ONU Femmes...) ; - Société civile. 	Analyse statistique de l'évolution des indicateurs d'effets et de produits (cf. Rapport CPU 17-20).
2. Initiatives et programmes conjoints mis en œuvre	La mise en œuvre de programmes conjoints a-t-elle été favorable à l'atteinte des résultats du CPU ?	<ul style="list-style-type: none"> - Entretiens ; - Rapports d'activités. 	<ul style="list-style-type: none"> - Agences du système des NU (Unicef, ONU, ONU Femmes...) ; - Coordonnateur du Système des NU. 	Diagnostic (Activités conjointes menées)
3. Mise en œuvre des PTA des effets du CPU	Quelles sont les forces, faiblesses et contraintes observées dans la mise en œuvre des PTA des effets du CPU ?	<ul style="list-style-type: none"> - Entretiens ; - Rapports d'activités ; - Revue documentaire. 	<ul style="list-style-type: none"> - Agences du système des NU (Unicef, ONU, ONU Femmes...) ; - Coordonnateur du Système des NU. 	Diagnostic (PTA des effets du CPU).
4. Prise en compte des questions transversales dans la mise en œuvre des activités du CPU	Les aspects liés au genre, à l'environnement, aux droits de l'homme... ont-ils été pris en compte dans la mise en œuvre des activités du CPU ?	<ul style="list-style-type: none"> - Entretiens ; - Revue documentaire ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Ministères (Solidarité, famille, femme et enfant ; Environnement et développement durable...) ; - Agences du système des NU (Unicef, ONU, ONU Femmes...) ; - Société civile, ONGs 	Analyse statistique d'indicateurs.
5. Degré d'implication des partenaires dans la mise œuvre des activités du CPU	Les partenaires associés à la mise en œuvre ont-ils pris une part active dans la mise en œuvre des activités du programme ?	<ul style="list-style-type: none"> - Entretiens ; - Rapport d'activités des différents partenaires. 	<ul style="list-style-type: none"> - Partenaires financiers et techniques (BAD, Word Bank, FMI) ; - Société civile, ONGs, Acteurs du secteur privé (CGECI) ; - Collectivités locales (Mairies...) ; - Agence du système des NU. 	Analyse statistique d'indicateurs.

Facteurs à analyser	Principale question	Démarche méthodologique	Entités ou personnes ressources à contacter	Type d'analyse
6. Mécanismes et stratégies de communication autour du CPU	Quelles ont été les actions menées, les difficultés rencontrées et contraintes observées dans les mécanismes et stratégies de communication développés ?	- Entretiens ; - Revue documentaire.	Tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre des activités du CPU.	Diagnostic (processus de communication)
7. Réalisations de la stratégie de gestion opérationnelle en appui au CPU	Les réalisations de la stratégie de gestion opérationnelle ont-elles favorisées l'atteinte des résultats du CPU ?	- Entretiens ;	- Coordonnateur du système des NU ; - Agences du système des NU.	Analyse d'indicateurs
8. Mécanismes de coordination, de suivi et de mise en œuvre du CPU	Quelles ont été la pertinence et les leçons apprises (forces, faiblesses...) des mécanismes de coordination, d'exécution et de suivi des activités du CPU ?	- Entretiens ; - Revue documentaire.	- Coordonnateur du système des NU ; - Agences du système des NU ; - Tous les acteurs impliqués.	- Analyse statistique d'indicateurs ; - Diagnostic.

Source : Equipe d'évaluation à partir des rapports d'activités et interviews.

Annexe 2 : Grille d'entretien

GUIDE D'ENTRETIEN

Evaluation du Cadre Programmatique Unique (CPU) 2017-2020 du Système des Nations Unies pour le Développement en Côte d'Ivoire

Date de l'interview :

Structure :

Personne interrogée :

Préambule

Dans sa volonté d'accompagner la Côte d'Ivoire dans la réalisation des axes stratégiques du Plan National de Développement (PND) 2016-2020, le Système des Nations Unies pour le Développement (SNUD) a formulé les principaux résultats du Cadre Programmatique Unique (CPU) pour appuyer et accompagner l'Etat dans sa vision de développement. Le CPU s'articule autour de trois domaines de coopération prioritaires : (i) la Gouvernance, (ii) le Développement Humain, et (iii) le Développement Durable. Cet entretien est réalisé dans le cadre de l'évaluation du Cadre Programmatique Unique (CPU) 2017-2020, conduite par la Cellule d'Analyse de Politiques Economiques (CAPEC), afin de tirer les leçons pour assurer non seulement un meilleur positionnement du SNUD en Côte d'Ivoire mais aussi l'efficacité et l'efficience des interventions pour les prochaines années.

A. Connaissance du CPU
1. Avez-vous eu connaissance du CPU 2017-2020 du SNUD en Côte d'Ivoire ?
2. Avez-vous eu connaissance des objectifs du CPU ?
3. Selon vous, ces objectifs sont-ils en adéquation avec les axes stratégiques et les effets du PND 2016-2020 ?
4. Avez-vous connaissance des stratégies, des mécanismes et des activités mis en œuvre dans le cadre du CPU 2017-2020 ?
B. Progrès réalisés vers l'atteinte des résultats
5. Quels sont les résultats les plus expressifs atteints à travers la mise en œuvre du CPU en 2017, 2018, 2019 et 2020 (Pour votre institution / pour vous) ?
6. Ces résultats pour chaque année vous semblent-ils satisfaisants ?
7. Quelles sont les forces et faiblesses, opportunités et menaces qui ont facilité ou réduit l'atteinte des résultats de chaque année ?

C. Initiatives et programmes conjoints mis en œuvre
<p>8. Quelles sont les initiatives et les programmes conjoints qui ont été mis en œuvre ?</p> <p>9. Avez-vous été impliqués dans ces initiatives et programmes conjoints ?</p> <p>Si oui, à quel niveau ?</p> <p>10. Quelles ont été les forces et faiblesses, opportunités et menaces qui ont facilité ou réduit les activités des conjoints ?</p> <p>11. Quelles sont les recommandations que pouvez formuler pour une meilleure efficacité des initiatives et programmes conjoints dans le cadre des activités futures ?</p>
D. Mise en œuvre des plans de travail annuel (PTA) des Effets du CPU
<p>12. Disposez-vous d'un plan de travail annuel ?</p> <p>13. Comment les PTA des effets du CPU sont-ils intégrés dans le PTA de votre institution ou agence?</p> <p>14. Avez-vous connaissance d'une institution en charge de la mise en œuvre des effets du CPU 2017-2020 ?</p> <p>15. Quelles ont été les forces et faiblesses, opportunités et menaces qui ont facilité ou réduit la mise en œuvre des PTA des effets du CPU ?</p> <p>16. Quelles recommandations pouvez-vous formuler pour une meilleure efficacité de la mise en œuvre des PTA des effets du CPU ?</p>
E. Niveau de prise en compte des questions transversales (genre, environnement, droits humains...) dans la mise en œuvre des activités du CPU
<p>17. Pensez-vous que la question du genre a été prise en compte suffisamment dans la mise en œuvre du CPU 2017-2020 ?</p> <p>18. Quelles sont les activités ou décisions qui marquent une prise en compte réelle du genre dans la mise en œuvre du CPU ?</p> <p>Et quels en sont les résultats ?</p> <p>19. Pensez-vous que la question de l'environnement a été prise en compte suffisamment dans la mise en œuvre du CPU 2017-2020 ?</p> <p>20. Quelles sont les activités ou décisions qui marquent une prise en compte réelle de l'environnement dans la mise en œuvre du CPU ?</p> <p>Et quels en sont les résultats ?</p> <p>21. Pensez-vous que la question des droits humains a été prise en compte suffisamment dans la mise en œuvre du CPU 2017-2020 ?</p> <p>22. Quelles sont les activités ou décisions qui marquent une prise en compte réelle des droits humains dans la mise en œuvre du CPU ?</p> <p>Et quels en sont les résultats ?</p>

23. Avez-vous noté d'autres questions transversales qui ont été prises en compte dans la conduite des activités du CPU ?

24. Quelles recommandations formulez-vous pour une meilleure prise en compte des questions transversales ?

F. Degré d'implication des partenaires (Gouvernement, PTFs, Société civile, ONG, Secteur Privé...) dans la mise en œuvre des activités du CPU

25. Selon vous, le Gouvernement ivoirien s'est-il suffisamment impliqué dans la mise en œuvre des activités du CPU ?

- Au niveau financier ;
- Au niveau de l'engagement, de la réglementation, de la réactivité, de la facilitation.

26. Selon vous, les PTFs se sont-ils suffisamment impliqués dans la mise en œuvre des activités du CPU ?

- Au niveau financier ;
- Au niveau de l'engagement, de l'appui technique.

27. Selon vous, la Société civile et les ONGs se sont-elles suffisamment impliquées dans la mise en œuvre des activités du CPU ?

- Au niveau de l'engagement dans la mise en œuvre, de la réactivité.

28. Selon vous, le secteur privé s'est-il suffisamment impliqué dans la mise en œuvre des activités du CPU ?

- Au niveau financier ;
- Au niveau de l'engagement, de la mise en œuvre, de la réactivité.

29. Selon vous, les collectivités locales se sont-elles suffisamment impliquées dans la mise en œuvre des activités du CPU ?

- Au niveau financier ;
- Au niveau de l'engagement, de la mise en œuvre, de la réactivité.

30. Existe-t-il un cadre de collaboration et d'échanges entre les acteurs de la mise en œuvre du CPU ?

31. Quelles ont été les forces et faiblesses au niveau de chaque acteur dans la mise en œuvre du CPU 2017-2020 ?

32. Quelles recommandations formulez-vous pour une meilleure implication des acteurs dans la mise en œuvre des PTA ?

G. Mécanismes et stratégies de communication autour du CPU

33. Quelle a été la stratégie développée et les mécanismes de communication mis en œuvre dans le cadre du CPU 2017-2020 ?

34. Quelles ont été les actions spécifiques de communication en 2017, 2018, 2019, 2020 ?

35. Quels ont été les résultats obtenus ? Ces résultats sont-ils satisfaisants ?
36. Quelles ont été les forces et faiblesses, opportunités et menaces qui ont facilité ou réduit l'atteinte des résultats de communication ?
37. Quelles recommandations pouvez-vous formuler pour une meilleure communication autour du CPU ?

H. Mécanismes de coordination, de suivi et de mise en œuvre du CPU

38. Quels ont été les mécanismes de coordination, de suivi et de mise en œuvre du CPU 2017-2020 ?
39. Quelles ont été les actions spécifiques de coordination et de suivi en 2017, 2018, 2019, 2020 ?
40. Quels ont été les résultats obtenus ? Ces résultats sont-ils satisfaisants ?
41. Quelles ont été les forces et faiblesses, opportunités et menaces qui ont affecté positivement ou négativement la coordination, le suivi et la mise en œuvre (quelle sont les leçons apprises) ?
42. Quelles recommandations pouvez-vous formuler pour une meilleure coordination et un meilleur suivi des CPU ?

Annexe 3 : Matrice des résultats suivants les effets

Effet 1 : D'ici 2020, les institutions nationales mettent en œuvre des politiques publiques qui renforcent la gouvernance et la cohésion sociale pour réduire les inégalités.

INDICATEURS	Base line 2016	2017		2018		2019		2020		Taux de réalisation à la fin du programme	Taux d'achèvement sur la durée du projet
		Cible	Réalisé	Cible	Réalisé	Cible	Réalisé	Cible	Réalisé		
Indice CPIA de Gouvernance	3,4	3,9	3,4	4,2	3,5	4,6	3,5	5			
Indice de perception de la corruption (IPC) de Transparency International	107 ^e		100 ^e	Parmi les 80 premiers	93 ^e		86 ^e	Parmi les 50 premiers	80 ^e		
Taux de résolution des conflits intercommunautaires		60%		60%		60%		60%			
Proportion de femmes dans les instances de décision (Gouvernement, Parlement)	25% au Gouvernement	30% au Gouvernement		30% au Gouvernement		30% au Gouvernement		30% au Gouvernement			
	9,3% au Parlement	30% au Parlement		30% au Parlement		30% au Parlement		30% au Parlement			
Proportion de naissances et de décès déclarés à l'état civil		75% naissances déclarées		75% naissances déclarées		75% naissances déclarées		75% naissances déclarées			
		25% décès déclarés		25% décès déclarés		25% décès déclarés		25% décès déclarés			
Moyenne											

Produit 1.1. : Les institutions publiques nationales et locales disposent de capacités techniques pour la coordination, la planification, la programmation, la budgétisation et le suivi et évaluation des politiques et programmes y compris les politiques sensibles au genre.

Nombre d'enquêtes nationales réalisées avec l'appui technique du SNUD	7		2	11	5	15	3	11			
---	---	--	---	----	---	----	---	----	--	--	--

INDICATEURS	Base line 2016	2017		2018		2019		2020		Taux de réalisation à la fin du programme	Taux d'achèvement sur la durée du projet
		Cible	Réalisé	Cible	Réalisé	Cible	Réalisé	Cible	Réalisé		
<i>Nombre de revue de documents de politiques publiques réalisées avec l'appui technique du SNUD</i>	8		2	10	3	14	2	12			
<i>Nombre de régions mettant en œuvre un plan régional de développement</i>	1		0	2	0	5	0	10			
Moyenne											

Produit 1.2. : Les institutions publiques disposent de compétences techniques pour garantir l'accès à la justice, à l'état civil et la sécurité des populations en particulier les femmes et les groupes vulnérables.

<i>Nombre de personnes (en particulier femmes et mineurs) ayant bénéficié d'une assistance judiciaire et/ou juridique</i>	1000		900	2000	8700	15000	91775	5 000	979		
<i>Proportion de centres d'état civil de la zone d'intervention fonctionnelle</i>	75,00%		75,00%	80,00%	79,50%	90,00%	62,00%	100%	100%		
<i>Niveau de confiance des populations ivoiriennes, hommes et femmes, aux forces de sécurité</i>	43,35%			46,00%				60,00%			
Moyenne											

Produit 1.3. : Les collectivités territoriales et institutions locales disposent de compétences techniques pour la prévention, la gestion pacifique et la résolution des conflits.

<i>Nombre de nouveaux conflits communautaires recensés dans les zones cibles</i>	209					8	209	10	5		
<i>Nombre de conflits résolus pacifiquement par les</i>	24					8	24	50	18		

INDICATEURS	Base line 2016	2017		2018		2019		2020		Taux de réalisation à la fin du programme	Taux d'achèvement sur la durée du projet
		Cible	Réalisé	Cible	Réalisé	Cible	Réalisé	Cible	Réalisé		
<i>mécanismes locaux/traditionnels avec la participation des hommes et des femmes</i>											
<i>Taux de participation des femmes dans les instances de gestion et de prévention des conflits communautaires</i>	31%				15%	25%	31%	30%	30%		
Moyenne											

Produit 1.4. : Le Parlement, les organisations de la Société civile et les médias disposent de compétences techniques pour assurer la redevabilité des pouvoirs publics et la participation citoyenne.

<i>Taux de confiance de la population, y compris hommes et femmes, à l'égard des médias</i>								60%			
<i>Proportion des projets Gouvernementaux ayant fait l'objet d'une commission Parlementaire d'information</i>	0%				0%	5%	0%	20%	0%		
<i>Proportion de projets Gouvernementaux ayant fait l'objet d'un suivi indépendant de la Société civile</i>								20%			
<i>Niveau de satisfaction du fonctionnement de la démocratie</i>								20%			
<i>Proportion de femmes candidates aux élections législative, communale, régionale et présidentielle</i>								10%	0%		
Moyenne											

Effet 2 : D'ici 2020, les populations les plus vulnérables bénéficient de façon équitable de services sociaux de base et d'une protection sociale de qualité.

INDICATEURS	Base line 2016	2017		2018		2019		2020		Taux de réalisation à la fin du programme	Taux d'achèvement sur la durée du projet
		Cible	Réalisé	Cible	Réalisé	Cible	Réalisé	Cible	Réalisé		
Indice composite de privation		60%		60%		60%		60%			
Taux net de scolarisation du primaire et 1 ^{er} cycle secondaire désagréé par sexe	87,8% primaire 35,5% 1 ^{er} cycle secondaire	89% primaire	88,8% primaire 45% 1 ^{er} cycle secondaire	89% primaire	89,8% primaire 48% 1 ^{er} cycle secondaire	89% primaire	90,8% primaire 51% 1 ^{er} cycle secondaire	89% primaire	91,8% primaire 54% 1 ^{er} cycle secondaire		
Taux d'utilisation des services de santé	45,26%	40%	48,2%	40%		40%		40%			
Taux de prévalence contraceptive	14,3%	36%	27,7%	36%	30,5%	36%	33,2%	36%	36%		
Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié		85%		85%		85%		85%			
Taux de transmission du VIH de la mère à l'enfant		Moins de 5%	2,9%	Moins de 5%		Moins de 5%		Moins de 5%			
Moyenne											

Produit 2.1. : Les populations en particulier les femmes et les jeunes ont accès à des services de prévention et de protection contre la violence et de protection sociale

<i>Nombre d'enfants et de femmes victimes de violences physiques recevant une assistance appropriée</i>	3500		2215	2238	12683	2238	2747	3500	4473		
<i>Nombre de victimes de viols par sexe</i>	1200		153	340	342	340	371	1200	803		

INDICATEURS	Base line 2016	2017		2018		2019		2020		Taux de réalisation à la fin du programme	Taux d'achèvement sur la durée du projet
		Cible	Réalisé	Cible	Réalisé	Cible	Réalisé	Cible	Réalisé		
<i>prises en charge au plan médical dans les 72h</i>											
<i>Pourcentage désagrégé par sexe (de chef de ménage) et par âge des ménages vulnérables bénéficiant des filets sociaux</i>	35%		4,3%	5%	8,3%	24%	84%	50%	12%		
<i>Pourcentage de structures d'actions sociales disposant de capacités d'interventions en matière de prévention et de réponse aux violences faites aux femmes et aux enfants</i>	10%		11%	15%	38,5%	45%	55%	50%			
Moyenne											

Produit 2.2. : Les femmes, les enfants, les adolescents et les jeunes ont accès aux services de santé de qualité à tous les niveaux y compris au niveau communautaire.

<i>Proportion des établissements sanitaires offrant au moins 3 méthodes modernes de contraception</i>	72%		78%	98%	99%	90%		90%			
<i>Proportion d'enfants 0-11 mois qui ont reçu la 3ème dose de vaccin pentavalent</i>	87%		97%	98%	99%	98%	99%	90%	91%		

INDICATEURS	Base line 2016	2017		2018		2019		2020		Taux de réalisation à la fin du programme	Taux d'achèvement sur la durée du projet
		Cible	Réalisé	Cible	Réalisé	Cible	Réalisé	Cible	Réalisé		
<i>en vaccination de routine</i>											
<i>Taux de consultation prénatale désagrégé par âge de rang 4</i>	44%			66%		66%		66%			
<i>Nombre et pourcentage des femmes enceintes séropositives désagrégé par âge qui reçoivent des ARV pour réduire la transmission du VIH de la mère à l'enfant</i>	80%		84%	90%	95%	90%		95%	63%		
Moyenne											

Produit 2.3. : Les femmes, les enfants et les adolescents dans les zones les plus vulnérables ont un accès équitable aux services de prévention de la malnutrition dans les formations sanitaires et au niveau communautaire.

<i>Proportion de formations sanitaires offrant les interventions essentielles de nutrition</i>	39,4%		69,8%	72%	75%	80%		50%	93%		
<i>% d'enfants malnutris pris en charge de façon adéquate/guérés</i>		78%	78%	85%	98,8%	99%		60%	18,136		
<i>Proportion des femmes en âge de procréer ayant des connaissances sur les bonnes pratiques de</i>				80%		80%		80%			

INDICATEURS	Base line 2016	2017		2018		2019		2020		Taux de réalisation à la fin du programme	Taux d'achèvement sur la durée du projet
		Cible	Réalisé	Cible	Réalisé	Cible	Réalisé	Cible	Réalisé		
<i>nutrition</i>											
<i>Nombre de ménages (chef de ménage) désagréé par sexe produisant et consommant des aliments nutritifs et diversifiés en quantité suffisante</i>											
Moyenne											

Produit 2.4. : Les filles et les garçons âgés de 6 à 16 ans ont un accès équitable à un enseignement de qualité jusqu'à la fin du 1^{er} cycle de l'enseignement secondaire général et technique.

<i>Indice de parité entre les sexes (IPS) dans les écoles des zones cibles</i>	Précolaire IPS = 1,07 Primaire IPS = 0,94 Secondaire IPS=0,80		Précolaire IPS = 1,08 Primaire IPS = 0,97 Secondaire IPS=0,81	Précolaire IPS = 1 Primaire IPS = 1 Secondaire IPS=1	Précolaire IPS = 1,08 Primaire IPS = 0,98 Secondaire IPS=0,86	Précolaire IPS = 1 Primaire IPS = 1 Secondaire IPS=1	Précolaire IPS = 1,04 Primaire IPS = 1 Secondaire IPS=0,92	Précolaire IPS = 1 Primaire IPS = 1 Secondaire IPS=1	Précolaire IPS = 1,05 Primaire IPS= 0,87 Secondaire IPS=0,84		
<i>Taux d'achèvement du primaire</i>	Ensemble = 63.9% Fille =58.8% Garçon =68.5%		Ensemble = 75.1% Fille =71.6% Garçon =78.4%	Ensemble = 79% Fille =ND Garçon =ND	Ensemble = 77.5% Fille =75% Garçon =80.2%	79%	80.5%	Ensemble = 70% Fille =70% Garçon =75%	82,20%		
<i>Taux d'achèvement du premier cycle du secondaire</i>	Ensemble =36% Fille=30.5% Garçon=41.2%		Ensemble =49% Fille=43% Garçon=56%	Ensemble =52% Fille=ND Garçon=ND	Ensemble =54.6% Fille=49.2% Garçon=59.4%	52%	56.8%	Ensemble =50% Fille=40% Garçon=50%	60,50%		

INDICATEURS	Base line 2016	2017		2018		2019		2020		Taux de réalisation à la fin du programme	Taux d'achèvement sur la durée du projet
		Cible	Réalisé	Cible	Réalisé	Cible	Réalisé	Cible	Réalisé		
Moyenne											

Produit 2.5. : Les femmes, les enfants, les adolescents et les jeunes particulièrement ceux vivant en milieu rural - ont accès à l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène.

<i>Nombre de ménages qui mettent fin à la défécation à l'air libre</i>	164		56	184	220	450	0	5090	50		
<i>Nombre de nouveaux ménages ayant accès à un point d'eau amélioré</i>	2 983		2516	5516	2983	5516	3,523	14000	9 452		
<i>Nombre de nouvelles écoles qui disposent des latrines séparées par sexe et un point d'eau amélioré</i>			70	100	93	60	77	200	36		
<i>% Nombre de nouveaux Centres de Santé qui disposent d'infrastructures EHA</i>			67	97	116	40	0	200	41		
Moyenne											

Effet 3 : D'ici 2020, les pouvoirs publics mettent en œuvre des politiques qui garantissent des modes de production et de consommation durables et la lutte contre le changement climatique, la création de revenus et la résilience au changement climatique des populations les plus vulnérables.

INDICATEURS	Base line 2016	2017		2018		2019		2020		Taux de réalisation à la fin du programme	Taux d'achèvement sur la durée du projet
		Cible	Réalisé	Cible	Réalisé	Cible	Réalisé	Cible	Réalisé		
Pourcentage des énergies renouvelables (excepté la grande hydroélectricité) dans le mix énergétique PNUD		10%		10%		10%		10%			
Taux de couverture Nationale forestière	10.63%	20%		20%		20%		20%			
Nombre d'entreprises ayant une attestation de conformité de leur produit		100		100		100		100			
Pourcentage des institutions des régions cibles capables d'apporter des réponses aux catastrophes		30%		30%		30%		30%			
Moyenne											

Produit 3.1. : Les institutions nationales et les acteurs du secteur agricole et forestier disposent de compétences techniques en matière de pratique de production durable.

<i>Nombre de producteurs désagrégué selon le sexe utilisant nouvellement des intrants et/ou techniques agricoles améliorés dans les zones cibles</i>	1200	+600	+600	+1200	+120	+4	+20	+3	+3		
<i>Nombre d'initiatives favorisant la restauration des écosystèmes, l'atténuation et l'adaptation au changement climatique</i>	1	2	2	3	3	1	1	2	2		
<i>Nombre ha de couverture forestier réhabilité</i>	2,5 millions	+6250	+1850	+4800	6 250	5 340	0	6 250	6 270		
Moyenne											

Produit 3.2. : Des institutions nationales et le secteur privé qui ont des capacités pour promouvoir l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et les technologies propres.

<i>% de nouveaux partenariats pour la vulgarisation de technologie propres établis</i>	0	1	1	1	3	1	1	2	2		
<i>Proportion de nouveaux ménages (entreprises) désagrégués selon le sexe du chef de ménage</i>	2%	0.25	0.475%	2.5%	2.6%	0,75%	1,6%	0,25%	0,25%		

<i>(entreprise) utilisant une nouvelle source d'énergies renouvelables dans les zones cibles</i>											
<i>Puissance électrique à base d'énergies renouvelables produites dans les unités industrielles (en MW)</i>	79.5 MW (2010)	5.125 MW	+6		+5	+ 6	+7,5	5,125	5,125		
Moyenne											

Produit 3.3. : Les autorités centrales, locales et les communautés vulnérables ont acquis des capacités techniques pour une résilience accrue face aux risques de catastrophes naturelles.

<i>Nombre de régions ayant un plan local de réduction des risques de catastrophe</i>											
<i>Disponibilité d'une base de données à jour sur les risques de catastrophes disponibles</i>	oui		1			1		oui	oui		
<i>Fréquence d'évaluation des risques de catastrophes</i>	0		1 au moins	0	Non réalisé	1 au moins	Non réalisé	Au moins 1	1		
<i>Nombre de régions disposant de système d'alerte précoce</i>	0		1 au moins	0	Non réalisé	1 au moins	Non réalisé	Au moins 1	1		
Moyenne											

Produit 3.4. : Les populations les plus défavorisées en particulier les jeunes et les femmes des zones cibles, disposent de compétences techniques, ont davantage accès au financement et entreprennent des activités créatrices de revenus et/ou d'emplois

<i>Nombre de nouvelles micro-entreprises créées</i>	0	125	+300	+150	+160	160	170	125	210		
<i>Nombre de nouvelles TPE et PME créées dans les filières vertes y compris dans les énergies renouvelables et bleues</i>	0	100	+236	+120	+150			100	110		
<i>Nombre de nouveaux emplois et autres moyens d'existences créés, ventilés par secteur et sous-secteur et par sexe</i>	0	+25000	+27000	+25000	+25800			25 000	25 000		
Moyenne											

Source : Equipe d'évaluation à partir des rapports d'activités et interviews.

Annexe 4 : Structures et institutions enquêtées

N°	STRUCTURES / INSTITUTIONS	TYPE	ETAT DE L'ENTRETIEN
1	Bureau de Coordination du Système des Nations Unies pour le Développement (SNUD)	SNUD	Réalisé
2	Fonds des Nations unies pour l'Enfance (UNICEF)	SNUD	Réalisé
3	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI)	SNUD	Réalisé
4	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO)	SNUD	Réalisé
5	ONU Femmes	SNUD	Réalisé
6	Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)	SNUD	Réalisé
7	Ministère du Plan et du Développement (MPD)	Gouv	Réalisé
8	Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat (MBPE)	Gouv	Réalisé
9	Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)	Gouv	Réalisé
10	Union des Villes et Communes de Côte d'Ivoire (UVICOCI)	Gouv	Réalisé
11	Convention de la Société civile Ivoirienne (CSCI)	Société civile	Réalisé

Source : Equipe d'évaluation à partir des rapports d'activités et interviews.

Annexe 5 : Documents consultés

N°	INTITULE DU DOCUMENT	PROVENANCE DU DOCUMENT
01	Cadre de programmation unique (CPU), Rapport annuel 2017	BCR
02	Rapport annuel 2018, Cadre programmatique unique des Nations Unies pour l'assistance au développement (CPU 2017-2020)	BCR
03	Rapport annuel 2019, Cadre programmatique unique des nations unies pour l'assistance au développement (CPU 2017-2020)	BCR
04	Draft rapport annuel 2020, Cadre programmatique unique des nations unies pour l'assistance au développement (CPU 2017-2020)	BCR, ONUDI
05	Cadre Programmatique unique des Nations Unies pour l'assistance au développement Côte d'Ivoire 2017-2020	BCR, Internet
06	Plan National de Développement 2016-2020, Rapport de mise en œuvre, année 2016, tome 1	MPD
07	Plan National de Développement 2016-2020, Rapport de mise en œuvre, année 2017, tome 1	MPD
08	Plan National de Développement 2016-2020, Rapport annuel de performance de l'année 2020	MPD
09	Bilan du PSGouv à fin décembre 2020	MPD
10	Plan National de Développement 2016-2020, Rapport annuel de performance, année 2018	MPD
11	Rapport volontaire d'examen national de la mise en œuvre des objectifs de développement durable en Côte d'Ivoire	MPD
12	Plan National de Développement 2016-2020, Rapport annuel de performance, année 2019	MPD
13	Rapport annuel CPU 2019, Groupe CPU 3 : développement économique durable et environnement	MPD
14	Groupe de résultats environnement développement durable PTA 2018	ONUDI
15	Plan de travail annuel (PTA) 2017 CPU consolidé	ONUDI
16	Plan de travail annuel (PTA) 2019-2020 par groupe de résultats	ONUDI

N°	INTITULE DU DOCUMENT	PROVENANCE DU DOCUMENT
17	Rapport annuel CPU 2019 Groupe CPU 3 : développement économique durable et environnement	ONUDI
18	Rapport annuel CPU 2018 Groupe 3 CPU : Développement économique durable et environnement	ONUDI
19	Rapport annuel CPU 2017, Groupe CPU 3 : Développement économique durable et environnement	ONUDI
20	Plan stratégique 2019-2025 – Convention de la Société Civile Ivoirienne (CSCI)	CSCI

Source : Equipe d'évaluation à partir des rapports d'activités et interviews.